

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE - N° 221
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 29 mai au 11 juin 76

L'enjeu des élections en Italie :

Qui fera le mieux trimer les prolétaires ?

« Décider périodiquement, pour un certain nombre d'année, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques. »

Depuis que Lénine a écrit ces lignes en septembre 1917 le rythme de la machine démocratique s'est énormément accéléré : l'insécurité individuelle et collective a tellement augmenté, le tissu de la vie sociale est devenu si fragile, les signes de désagrégation se sont tellement accumulés, la menace des tensions locales explosives qui suivent des crises économiques toujours plus rapprochées est devenu tellement évidente qu'il ne suffit plus d'« un certain nombre d'années » pour fournir un exutoire à une colère qui, pour être sourde, n'est pas moins omniprésente. Même les Casandres de la banqueroute financière nationale se taisent devant le « risque calculé » que constituent les gigantesques faux-frais inhérents à toute consultation électorale : ceux-ci font partie, après tout, des coûts de manutention du système capitaliste et ce n'est pas de l'argent dépensé en vain.

Les élections de 1976 en Italie, qui sont le couronnement de toute une série de consultations mineures — à l'échelle de la région, de la province, de la commune, du quartier, de l'usine — se déroulent sous le signe, commun à tous les partis, du gouvernement d'urgence. Un gouvernement qu'on a pu définir — d'une façon pas très délicate, sans doute, mais juste — comme un gouvernement « d'économie de guerre » (en en effet qu'est-ce que la crise sinon une guerre ?). Gouvernement d'urgence, cela veut dire sacrifices pour tous. L'art de la démocratie c'est de les obtenir avec le consentement de la victime. C'est à ce banc d'essai que l'on jugera l'efficacité des hommes et des partis — « moulins à paroles » au parlement, machines à extraire de la sueur prolétarienne aussi bien quand ils sont au gouvernement que quand ils sont dans l'opposition.

*

Il faut dire que le PC a déjà remporté la palme en fait d'« efficacité opérationnelle » : c'est lui qui a été le premier à déposer ses listes, le premier à présenter un programme de gestion de la chose publique, le premier à poser sa candidature pour sauver la patrie.

Nous lui donnons acte d'une

chose : le « compromis historique », défini « essentiellement comme la rencontre entre les grandes forces populaires, communistes, socialistes et catholiques, pour un projet commun à long terme » et comme un « choix stratégique » (Berlinguer à Rome le 16-5) a cessé d'être « la voie italienne au socialisme » pour devenir le *socialisme tout court*, un socialisme au parfum d'arrière-boutique et de sacristie avec juste une pointe d'encens social-démocrate. La nouvelle « voie italienne au socialisme » c'est en fait la « grande coalition » ; le « gouvernement d'urgence » : ce n'est même plus une édition revue et corrigée des vieux Fronts populaires, mais un Comité de Libération Nationale rajouté pour les besoins de la guerre économique, un front national et patriotique ressuscité, et qui s'étend jusqu'aux libéraux. Grâce au ciel (c'est le cas de le dire !), nous savons à quoi nous devons nous attendre pour demain et pour plus tard.

Deuxième point sur lequel le PC insiste avec force, et sur lequel tout le monde est d'accord — Berlinguer et Agnelli, Amendola et La Malfa, Napolitano et Cariglia et même Almirante, c'est-à-dire du PC aux républicains et même au MSI : nous avons devant nous des temps difficiles ; nous sommes tous embarqués sur le même bateau ; retrouvons nos manches (ou plutôt : prolétaires, retrouvez vos manches) et ramons ensemble !

« Il faut regarder la réalité en face. La situation est extrêmement critique. Pour en sortir, un dur effort est nécessaire. On ne peut pas promettre que nous allons vers des temps faciles : une période de sévérité s'impose. » (La « voie anglaise au socialisme » dirait « austérité » : question de langue... d'ailleurs Amendola n'a-t-il pas déclaré que « le peuple italien n'a jamais autant mangé » que ces dernières années ? Suffit, maintenant ! Un peu de jeûne s'impose). Qui parle, s'il vous plaît ? Ni le chef du patronat, ni le directeur de la Banque d'Italie, ni le président du Conseil, mais le programme du PC « Pour un gouvernement unitaire de défense et de renaissance du Pays » publié dans les colonnes de l'Unità du 16 mai.

Le maître mot du programme du PC c'est donc : *Sévérité!* Premier corollaire : « Si on prend ce chemin, il faut avoir une totale confiance dans les possibilités de relance de notre économie et de solution effective de nos problèmes ». Les sacrifices, en somme, avec la foi. Une foi d'autant plus justifiée que l'Italie, d'après le PC, n'est pas confrontée à une *crise économique générale* du mode de production capitaliste, mais connaît une « *crise politique et morale* », italienne, une crise de confiance à l'égard des institutions et des hommes qui les ont dirigées jusqu'à présent, une crise, surtout, de la *démocratie chrétienne*. Et quelle est la crise morale qui ne puisse être surmontée ? Quel est le parti — fût-il démocrate-chrétien — qui ne puisse rénover et même renaitre de ses cendres, si on lui tend une main fraternelle ?

Deuxième corollaire : « On ne peut (mais en fait on a déjà expliqué qu'on doit) demander aux travailleurs et aux masses populaires un effort encore plus grand, qu'à condition d'assurer toujours plus de justice dans l'adoption des mesures nécessaires et dans la distribution de la richesse ». Car, d'après l'Evangile du PS, « l'injustice sociale est l'ennemie de la solidarité nationale » (on croirait entendre Mitterrand !), et, comme la solidarité nationale est le *but suprême*, vive la « justice sociale » et la démocratie fondée sur le consensus qui permettent d'y arriver ! « Pour demander à tous de contribuer à l'effort commun nécessaire, il faut indiquer une perspective claire, faire participer démocratiquement de larges masses de travailleurs et de citoyens à la définition des choix qui s'imposent. » On admirera ce splendide verset de l'Evangile démocratique sur l'art de faire passer pour *choix* ce qui est en fait imposé, et pour un libre consensus une *coercition obligée!*

De la perspective de la *solidarité nationale* (une solidarité non pas de classe donc, mais entre les classes !) se dégage un tableau envirant de paix et d'harmonie domestique. D'une part, « il faut que les industriels s'engagent fermement à réinvestir leurs profits en Italie [ces profits sont sacrosaints s'ils restent dans la

(suite page 8)

L'État français au Liban et en Méditerranée

L'OFFENSIVE BELLICISTE

Quinze jours seulement après l'annonce de l'accélération du programme d'armement français, voici que Giscard annonce que notre cher pays est prêt à une intervention militaire au Liban naturellement justifiée par l'exigence d'éviter la tragédie de la guerre civile dans un « pays ami » et de « garantir le cessez-le-feu ». Bien sûr, l'armement ne peut rester sans objet !

« La France fait une politique impérialiste ! », clame le PCF qui n'a d'autre argument « internationaliste » que d'accuser le gouvernement de placer le pays dans la « stratégie de l'impérialisme américain », accusation pour le moins équivoque d'ailleurs reprise sur la gauche du PC.

DANS CE NUMERO

- Le but final du mouvement communiste (3).
- Leur « front unique » et le nôtre (3).
- CFDT, en marge du 37^e Congrès.
- L'impérialisme en chef parle.
- L'Afrique repartagée.
- Notes sur la répression, sur l'Allemagne, sur les soldats, les éboueurs, les Antilles, sur les grèves à l'Université, dans les foyers Sonacotra.

En réalité l'Etat français n'est pas impérialiste parce qu'il passe une alliance avec l'Amérique, il l'est pour lui-même. Il ne fait pas « une politique impérialiste » qui pourrait être changée par une « autre politique extérieure » comme le réclame le PCF, mais sa politique est nécessairement impérialiste parce qu'elle est celle d'un Etat impérialiste, défendant les intérêts d'un capitalisme sénile qui ne se survit que par le brigandage généralisé, le pillage systématique, l'alliance de la répression sauvage et des mensonges sucrés, parce qu'il ne peut mener qu'une seule politique : celle de la « réaction sur toute la ligne ».

Le fait que la déclaration de Giscard soit faite à Washington ne prouve qu'une chose : que l'impérialisme français a réussi à marchander d'une certaine manière un certain degré d'autonomie dans sa dépendance vis-à-vis de l'Amérique, degré qui peut être contesté par d'autres fractions bourgeoises sans modifier la nature impérialiste de l'Etat.

Et cette politique est nécessairement impérialiste à droite comme à gauche. Que reproche Mitterrand à Giscard ? Il est « réticent » sur sa « proposition » qu'il juge « improvisée » car il « redoute [...] qu'elle ne corresponde pas aux nécessités libanaises ». C'est ce que rapporte sans le moindre commentaire L'Humanité du 24 mai.

D'ailleurs la Gauche n'oublie pas de donner sa contribution positive au redéploiement du militarisme français. G. Martinet explique dans la revue socialiste Faire la « nécessité du développement d'une force d'intervention destinée à un éventuel théâtre d'opérations méditerranéennes... [dont l'] existence favorisera un jour l'établissement d'un pacte de sécurité régional et assurera la sécurité des gouvernements démocratiques qui sont ou pourraient venir au pouvoir dans cette zone. [Comme on voit il suffit de mettre en place un fantôme démocratique pour justifier n'importe quelle intervention !] La honte de la « non-intervention » dans la guerre d'Espagne ne doit plus se renouveler. Mais pour qu'elle ne se renouvelle pas, encore faut-il disposer de cette capacité d'action rapide et efficace qui a manqué terriblement au gouvernement du Front populaire. Trois divisions d'assaut entraînées dans un esprit offensif et disposant d'importants moyens de transports navals et aériens devront être formées et équipées ».

Comme on voit, Martinet tire les leçons de l'histoire, comme Blum qui en réfléchissant après coup sur les moyens de « prévenir la guerre de 1939 », arriva à la conclusion que « ce moyen consistait à pratiquer, dès la prise du pouvoir par Hitler, une opération préventive » (G. Lefranc, « Histoire du Front populaire », Payot, p. 109). Et cette belle tradition de leçons bellicistes du PS n'a rien à envier à celle du PC, grand pourfendeur de munichois.

Alors qu'on prêche aux prolétaires que la meilleure défense c'est de savoir encaisser les coups sans riposter, on sait, quand il s'agit de l'Etat impérialiste faire sienne la leçon de la guerre : « la meilleure défense, c'est l'attaque ! ».

Le prolétariat ne pourra tirer pour lui cette leçon et ne peut se rendre capable d'attaquer un jour l'Etat qui l'opprime que s'il coupe tout lien avec lui et avec ses larbins social-impérialistes. C'est pourquoi la seule politique est de lutter de façon indépendante contre toutes les manifestations de l'impérialisme français et notamment contre son criminel « projet libanais ».

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 11 juin, 20 h 45, salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris X^e (métro République).

1936-1976

Ce que fut le front populaire

Démocratie égale terrorisme

L'opportunisme ne manque pas de s'indigner des discriminations frappant les fonctionnaires allemands et de stigmatiser la chasse aux sorcières comme le signe d'une tradition nazie ! Il n'y a là en réalité qu'un motif pour exalter le sentiment chauvin et anti-allemand, le PCF se gardant bien de faire la même campagne contre le terrorisme qui sévit ici.

Voici quelques pièces à mettre au tableau de chasse de la démocratie française ces derniers mois : plus de cinquante personnes traduites devant la cour de sûreté de l'Etat pour « démoralisation de l'armée », des dizaines d'autres devant d'autres tribunaux pour antimilitarisme, des dizaines de soldats mis en prison parce qu'ils ont osé revendiquer, des dizaines de Bretons, de Corses emprisonnés et jugés par la cour de sûreté de l'Etat — toujours la même — pour crime d'« autonomisme » ; des dizaines de syndicalistes frappés de peines diverses et licenciés pour offenses à la « liberté du travail », des centaines et des centaines d'ouvriers immigrés expulsés simplement parce qu'ils cherchent à se défendre ; rafles et persécutions quotidiennes dans les quartiers des travailleurs immigrés ; rations de la police comme après la manifestation de Barbès ; opérations « coup de poing » et intimidation systématique de la population de la région parisienne ; assassinats et fusillades, emprisonnements journaliers à Djibouti, aux Antilles, et dans les autres colonies ; interventions de plus en plus fréquentes de la police, de la gendarmerie, de l'armée et des milices privées dans les conflits du travail ; deux militants — parmi d'autres — en prison pour 8 mois pour s'être tout simplement défendus contre une attaque armée d'une vingtaine de nerfs d'un groupe d'extrême droite ; enseignants persécutés — comme Papinski — pour crime d'opinion non conforme ; d'autres comme Esaka, déclaré indésirable dans l'enseignement au moment où il passe un examen et contraint de se faire protéger par une dizaine d'amis pour résister à une énième tentative d'enlèvement par la police qui aimerait bien le renvoyer au Cameroun où le larbin de Paris, Ahidjo l'a condamné à mort ; etc., etc.

Quant à la belle législation que l'on concocte depuis des années et des années sous couleur de lutte contre le banditisme et la criminalité, il n'est pas besoin non plus d'aller chercher des traditions nazies pour l'expliquer. La tradition démocratique française, impérialiste et antiprolétarienne suffit largement.

Et quand un P.-D. G. est assassiné, l'opinion démocratique hypocrite et satisfaite ne trouve d'autre motif à son geste que la folie de l'assassin ! Mais une société qui ne se survit que par le terrorisme quotidien peut-elle susciter autre chose que la haine et le terrorisme ?

La démocratie, c'est le terrorisme organisé qui accompagne nécessairement le maintien de la classe ouvrière en esclavage. Il est clair que cette dernière pourra s'émanciper non pas par des appels impuissants au respect de la démocratie, du droit, de la morale mais en alliant la haine de l'ordre social existant à l'organisation d'une classe qui doit revendiquer ouvertement les armes de la terreur pour en finir avec le capitalisme et ses laquais.

Face à la violence bourgeoise

Le vendredi 7 mai au soir, se tenait à Strasbourg un meeting d'organisations d'extrême-droite (GUD et FJ) liés au Parti des Forces Nouvelles. La contre-manifestation organisée pour s'opposer à ce meeting s'est affrontée violemment aux « forces de l'ordre » et à la racaille d'extrême-droite. Insuffisamment préparée à cette éventualité, la manifestation a été dispersée dans la ville, des personnes isolées matraquées de concert par les CRS et les nerfs, une trentaine de manifestants interpellés, dont deux ont été inculpés et deux autres font l'objet de poursuites pour « violence contre agents ». A cette occasion, notre section a diffusé un tract rappelant quelques positions classiques vis-à-vis de la violence bourgeoise. On y lit notamment :

« La bourgeoisie a besoin de ces auxiliaires [il s'agit des SAC, CDR et autres CFT] pour maintenir l'ordre social... Mais ce n'est là qu'un des aspects de la violence bourgeoise, qui s'exerce aujourd'hui principalement, et le plus légalement du monde, par l'appareil officiel (militaire, policier, juridique) de l'Etat démocratique... »

« La clarté et l'unité prolétarienne sont incompatibles avec l'appel à un front « antifasciste » regroupant ceux qui se placent du point de vue du prolétariat et des couches bourgeoises prétendument libérales. Elles sont incompatibles aussi avec des protestations pacifiques, des invocations à la Justice, des appels à l'Etat (ou à ses représentants, maires, préfets) considéré comme arbitre au-dessus des classes. Elles ne peuvent se placer non plus du point de vue de la défense des « libertés démocratiques » qui ne sont que des mots creux pour les prolétaires sous lesquels se cachent l'exploitation et l'oppression quotidiennes... »

« Il est indispensable de dissiper toutes les illusions sur la Démocratie, entretenues par les partis opportunistes (PC-PS) et répandues également dans les milieux d'extrême-gauche. La Démocratie n'est que le masque le plus sournois de la domination politique de la bourgeoisie. Dans tous les pays, la Démocratie (de droite ou de gauche) se blinde par la mise en place d'un arsenal policier et juridique de plus en plus puissant. Cette évolution [qui] prend pour prétexte la lutte contre la délinquance et la violence et bénéficie de l'appui des partis opportunistes... est inévitable et irréversible à l'époque de l'impérialisme... »

« Ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les alternatives démocratiques que la bourgeoisie fait appel à la dictature fasciste ouverte, qui exerce une véritable contre-révolution préventive, et s'efforce de rassembler dans un seul parti l'ensemble de la bourgeoisie contre son ennemi mortel : le prolétariat... Demander, comme le font les partis de gauche, le renforcement de la démocratie contre le danger fasciste (alors que la démocratie a toujours préparé le terrain au fascisme) revient à renforcer le pouvoir de la bourgeoisie face au prolétariat. De même les partis d'extrême-gauche qui appellent à un large front anti-fasciste démocratique ne font qu'entraver la défense du prolétariat face à la violence bourgeoise sous toutes ses formes et la préparation révolutionnaire. »

« C'est en reconnaissant le véritable caractère antiprolétarien de la violence bourgeoise sous toutes ses formes (violence patronale, violence policière et légale, violence para-légale) qu'on peut délimiter le seul terrain sur lequel doit se placer la riposte prolétarienne pour être efficace : CELUI DE LA LUTTE DE CLASSE. »

« C'est la condition primordiale pour jeter les bases d'un véritable front de lutte prolétarien, par-dessus les barrières des catégories, des usines, des races, des nations, CONTRE l'exploitation capitaliste, CONTRE la violence bourgeoise légale et paralégale, POUR LA DEFENSE DES CONDITIONS DE VIE ET DE LUTTE DU PROLETAIRE, POUR L'AUTODEFENSE OUVRIERE ! »

« La constitution d'un tel front de défense prolétarien, préparant l'assaut révolutionnaire de demain, est inséparable du développement et du renforcement d'un véritable PARTI COMMUNISTE MONDIAL comme force dirigeante dotée d'une influence réelle au sein des masses travailleuses. A BAS LES MILICES BOURGEOISES ! LEVEE DES INCULPATIONS ! CESSATION DE TOUTES POURSUITES ! FACE A LA VIOLENCE BOURGEOISE, AUTODEFENSE OUVRIERE ! »

La CFDT, en marge du 37^e Congrès

La CFDT va tenir son 37^e Congrès à Annecy à partir du 25 mai. Ce Congrès revêt une importance particulière puisqu'il permettra de voir comment cette Confédération réagit à la crise économique et aux luttes sociales qu'elle entraîne, ainsi qu'au développement de l'alternative opportuniste du gouvernement actuel incarnée par le Programme commun. En effet, de l'avis unanime des participants au Conseil National de la CFDT des 8, 9 et 10 avril 1976 « le 37^e Congrès sera le dernier avant la victoire électorale de la gauche ». Il convient donc que les communistes révolutionnaires analysent la façon dont la direction majoritaire opportuniste (et la pseudo-opposition de gauche dont nous parlerons prochainement) fait le point sur son évolution interne et sur la place qu'elle entend occuper dans l'Union de la gauche pour désamorcer les luttes ouvrières et assumer son rôle de pompier social en second.

Le 37^e Congrès va se tenir sur la lancée du pacte d'unité d'action signé avec la CGT en juin 1974, et après l'échec de l'opération « Assises pour le socialisme ».

Pour commencer, il faut remarquer que ce Congrès n'est qu'une étape du processus à travers lequel la direction de la CFDT se donne les moyens d'assurer plus efficacement son rôle de collaboration de classe. En effet la CFDT qui s'est défrôquée et a changé de sigle en 1964 adoptera après les événements de 1968 un visage volontiers « gauchiste ». Ce masque combatif correspond en fait à une infériorité par rapport à la CGT et traduit une certaine division du travail entre pompiers sociaux. Car, après 1968, la CGT, première organisation syndicale implantée dans les bastions ouvriers, évite systématiquement toute mobilisation d'envergure par crainte de débordement, ce qui oblige la direction CFDT à paraître plus radicale afin de grossir ses effectifs. La CFDT peut se le permettre d'autant plus facilement qu'elle cherche à s'implanter dans les secteurs périphériques où la CGT est peu présente et où les travailleurs, pour la plupart récemment prolétariés et n'étant pas directement soumis aux mensonges opportunistes, sont plus enclins à des réactions brutales. En réalité la direction CFDT, sous des dehors radicaux, n'en freine pas moins déjà les luttes en les enfermant, grâce au masque autogestionnaire, dans le cadre de la seule entreprise. Cependant la confrontation avec le mouvement réel va imposer à la direction cédétiste une évolution qui, quoique complexe, puisqu'elle fera apparaître des divergences en son sein, l'installera socialement dans le giron opportuniste.

Ainsi, lors de son congrès de Nantes, la CFDT va progressivement multiplier les mises en garde « responsables » : elle rejettera la revendication d'une augmentation uniforme des salaires au profit de « l'augmentation du pouvoir d'achat non intégralement hiérarchisée » (sic). Elle n'hésitera pas non plus à déclarer que « la grève illimitée est souvent le fait des travailleurs les plus exploités dont la révolte est aussi soudaine que violente. Elle n'est pas forcément le signe d'une conscience plus élevée » (resic) (voir le Proletaire n° 153). Après les élections présidentielles de 1974 cette évolution sera plus nette encore : la direction Maire va accentuer son ouverture en direction de la social-démocratie (PS) au prix d'accrocs dans le paravent de l'indépendance syndicale. En effet, depuis sa déconfessionnalisation, la CFDT repose sur un consensus assez flou mais large car la seule façon qu'elle pouvait avoir de se développer par rapport à la CGT était de se présenter comme un fourre-tout éclectique regroupant des courants hétérogènes.

Ce consensus se caractérise en gros de la façon suivante : refus de la théorie du syndicat courroie de transmission, affirmation de l'indépendance syndicale et de la spécificité de l'action syndicale, « engagement anticapitaliste » et « adhésion au projet autogestionnaire ».

Ainsi après avoir signé avec la CGT les accords du 26 juin 1974 dont le but est de dresser un barrage « antigauchiste » en condamnant les comités de grève, les A.G. réunissant syndiqués et non syndiqués et les comités de soutien, la direction Maire va cautionner l'opération « Assises pour le socialisme ». Il s'agit par là d'entraîner la CFDT dans le sillage du PS et de donner à ce parti une assise ouvrière (en favorisant l'engagement de nom-

breux militants cédétistes). Si ce renforcement du PS (on va jusqu'à parler de Parti socialiste ouvrier de masse) est conçu comme un rééquilibrage de l'Union de la gauche afin de pouvoir faire des « forces non communistes » les « forces dynamiques », c'est bien sûr dans le cadre d'une stratégie purement électorale. C'est ainsi que Maire, avant les « Assises pour le socialisme » affirmait dans une interview accordée au Monde : « La CFDT souhaite l'aboutissement de l'opération de restructuration politique, car le mouvement ouvrier a besoin d'une grande force socialiste ». Et Juliard ajoute : « La perspective de l'accession au pouvoir de la gauche est devenue hautement vraisemblable et elle constitue l'hypothèse de travail principale pour un avenir relativement prochain ».

Comme on peut le voir, la direction CFDT entendait assumer pleinement sa place dans le cadre du développement d'une solution d'alternative globale opportuniste au gouvernement actuel, « alternative » dont le mérite est de laisser en place intactes les bases de l'esclavage salarié et de l'exploitation capitaliste. (Ce que préfigurait déjà la décision de la direction Maire qui accepta d'abaisser la revendication du SMIG de 1.500 F à 1.200 F lors de la campagne présidentielle : « les 1.500 F minimum posent un problème de stratégie en cas de victoire de la gauche »...).

En fait ces Assises seront un échec tant du point de vue de la mobilisation des adhérents que du recrutement au profit du PS. Il y a plusieurs raisons à cet échec.

1. La politique confédérale

La première résulte des contradictions qui existent au sein du PS et qui sont essentiellement incarnées par le CERES. Le CERES est un courant « d'opposition » qui à ce titre prétend capter les militants qui se réclament du contrôle ouvrier, de l'autogestion et qui prétendent « transformer » le PS de l'intérieur (en réalité ce courant, comme l'a montré l'affaire des comités de soldats, s'est montré aussi prompt à lécher les bottes du militarisme bourgeois). Ce courant va jouer la carte des Assises (au prix il est vrai d'une scission avec Martinet qui va rejoindre la tendance majoritaire pro-Mitterrand) afin d'attirer à lui les militants CFDT sur la base d'une opposition au projet « bonapartiste » de Mitterrand de prendre en main le PS (après le congrès de Pau). Cela va provoquer une division parmi les partisans cédétistes du renforcement du PS entre les pro-mitterrandistes (et rocardistes) d'une part et les pro-cédétistes de l'autre (fédération CFDT Loire, Rhône-Alpes, Bâtiment et PTT). De plus cette division va être accentuée par l'attitude maladroite de la direction CFDT qui veut mettre le reste de l'organisation devant le fait accompli sans débat préalable.

La seconde raison de cet échec réside dans la crainte de la majorité du PS (notables, « jeunes loups » carriéristes et autres crapules) d'effrayer sa clientèle électorale en apparaissant comme un parti ouvrier de masse.

La troisième raison de cet échec s'explique par le fait que ce projet de renforcement du PS se présente d'emblée comme une restructuration conflictuelle de l'Union de la gauche. Or le PCF et la CGT sont d'autant moins prêts à accepter un déclin de leur audience que la CGT grâce aux accords de juin 74 (qui obligent la CFDT à tenir un langage responsable et à s'opposer à tout débordement) n'entend plus laisser le masque (ô combien illusoire et démobilisateur) de l'initiative et de la combativité à la seule CFDT.

A la suite de cet échec et devant les remous qui se sont développés dans la confédération, la direction Maire continue sa politique de liaison avec la gauche en général et le PS en particulier mais en prenant des détours différents. Pour cela on reprend le leitmotiv éculé de « l'autonomie engagée » et de la « spécificité des fonctions ». Ainsi dans un document de synthèse publié dans *Syndicalisme Hebdo* du 26-12-74 le BN de la CFDT déclare : « la fonction spécifique des syndicats

est d'exprimer à tout moment les besoins et les aspirations fondamentales des travailleurs et d'organiser l'action pour les faire prendre en compte ».

En revanche « la fonction spécifique des partis est de conquérir et d'exercer le pouvoir politique ». En clair cela signifie que derrière le rejet de la conception léniniste du syndicat comme courroie de transmission du parti révolutionnaire (que nous revendiquons hautement) on reconnaît en fait la division du travail suivante entre l'opportunisme politique et syndical : la définition des perspectives revient aux partis, la mobilisation des masses aux syndicats. C'est-à-dire que la tâche du syndicat est de subordonner l'action revendicative à cette stratégie électorale. Certes au nom de la « spécificité des fonctions » on affirme que « dans l'éventualité de la gauche au pouvoir politique, il ne s'agira pour le mouvement syndical ni de déborder le mouvement en l'engageant ainsi dans une impasse minoritaire (sic !), ni de se satisfaire des limites rencontrées par le nouveau gouvernement en butte à la contre-attaque capitaliste ». En réalité cette conception correspond à un programme ouvertement droitier et de collaboration de classe qui s'articule entre « la logique du possible et du souhaitable » et qui exclut évidemment tout processus révolutionnaire. Ainsi dans *CFDT Aujourd'hui* (n° 12, avril 1975) on peut lire un passage édi-

ifiant à cet égard : « Sans tomber dans l'irréalisme ou dans l'utopie gratuite, le syndicat situe son action, son projet, dans la LOGIQUE DU SOUHAITABLE [pour qui ?] [...] Les partis, qui doivent à la fois gérer [!] et transformer [!] les structures politiques [bourgeoises, bien entendu] s'affrontent en permanence avec la LOGIQUE DU POSSIBLE [c'est-à-dire de ce qui est autorisé par le capitalisme]. L'indépendance du syndicat suppose que celui-ci obéisse à sa propre logique. L'indépendance du parti nécessite qu'il accepte toutes les conséquences de la fonction qu'il doit effectivement assumer. De là découle évidemment une certaine tension entre les deux types de démarche et d'action. Mais tension n'exclut pas convergence. C'est d'une certaine manière cet objectif que cherche à atteindre notre proposition d'Union des Forces Populaires. »

Bref, aux partis « de gauche » de gérer l'Etat bourgeois ; aux

(suite page 8)

L'IMPÉRIALISME EN CHEF PARLE

La presse a rapporté que la mystérieuse réunion qui a rassemblé les 13 et 14 décembre derniers à Londres Kissinger, son adjoint Sonnenfeldt et les ambassadeurs américains en Europe de l'Ouest et de l'Est était fondamentale pour l'orientation de la politique étrangère des USA.

Les deux rapports de Kissinger et de Sonnenfeldt sur l'Europe orientale sont providentiellement parvenus à la rédaction du *New York Times*. On a ainsi pu savoir comment, *grosso modo*, les choses avaient été fixées.

La nouvelle dimension de la Russie, promue au rang de puissance impérialiste (comme nous, en somme, disent les Américains dépités...), surtout après son intervention par personne interposée en Angola, impose un nouvel équilibre stratégique. Il s'agit de

tenir compte des possibilités russes, et de marchander l'« équilibre » réciproque, dans la logique de la situation qui a suivi la seconde guerre impérialiste. D'où le discours explicite des Américains aux Russes : nous savons qu'on vous mène la vie dure en Europe orientale ; nous sommes disposés à vous aider et à empêcher une « explosion dangereuse » qui nous ennuerait aussi, à condition que vous nous aidiez en retour à contrôler l'Europe occidentale. Voilà, en bref, la substance de la mirobolante « doctrine Sonnenfeldt », simple continuation de la logique impérialiste née de la guerre, que ni la Russie ni les USA n'entendent modifier face à l'essaimage de nouveaux concurrents, grands et petits, qui se profilent à l'horizon.

La doctrine Sonnenfeldt :

« que personne ne bouge ! »

Dans ce cadre, a déclaré Kissinger, l'Europe prend une importance toujours plus cruciale : il s'agit de jouer à son égard le rôle du « gendarme et garant du *statu quo* » (Marx), comme le faisait la Russie tsariste, avec l'addition d'un élément bien américain et bourgeois, le lien de l'« aide » économique : non contentes d'être « protégées », les victimes sont de plus en plus endettées. Ainsi s'explique non seulement l'ingérence américaine dans les affaires des autres, mais aussi l'opposition à des changements de personnel politique.

L'idéal de la politique américaine peut tenir en deux mots : *geler la situation*. Elle voudrait geler le monde, parce qu'elle voit l'équilibre des contradictions nationales et de classe devenir toujours plus précaire. Mais pour y arriver, il n'y a qu'un moyen : la terreur.

La conclusion qu'on peut en tirer est que la force et l'emprise américaines sur le monde sont destinées à progresser au moins autant que ces contradictions elles-mêmes (voir le discours de Ford à Chicago).

Parallèlement se précise l'intention de collaborer avec l'« ennemi principal », la Russie, dans la cogestion de cet équilibre. D'où le caractère plus explicite que prend, aux yeux des « protégés » incrédules, le projet de partage des zones d'influence et de contrôle nées des accords de Téhéran et de Yalta.

En échange de la « garantie » russe de ne pas intervenir dans les futurs litiges de l'Europe occidentale, les Américains donnent, avec la doctrine Sonnenfeldt, la garantie formelle de ne pas intervenir pour réduire le contrôle soviétique sur les nationalités opprimées de sa « sphère ». Après quoi, chacun pourra pour son propre compte, et tout spécialement dans les séances des Nations Unies, proclamer bien haut le droit des nations à la « souveraineté » et à l'« autodétermination ».

C'est pourquoi le péril de voir les « communistes » arriver au pouvoir en Europe devient un cauchemar pour Kissinger. Il ne s'agit pas de « péril communiste », mais de tout autre chose : le danger de voir se développer un mouvement centrifuge par rapport à l'alliance atlantique. Le « communisme » qui fait peur à Kissinger, au moins pour le moment, signifie surtout une réduction (plutôt qu'une impossibilité) du contrôle direct sur les pays concernés. Kissinger l'a dit explicitement : « L'Europe occidentale reste l'épine dorsale de la politique extérieure des Etats-Unis », et il a ajouté que le « facteur préoccupant » est représenté aujourd'hui par « l'évolution politique interne de certains pays d'Europe occidentale [...]. Une chose est claire : pour nous, la prédominance des partis communistes en Europe occidentale est inacceptable ».

tes ». Eh oui, lorsqu'on s'engage dans quelque chose, on ne sait jamais où cela pourra finir !

La partie est donc bien compliquée pour les gérants d'un monde sorti tout entier progressiste ou presque d'une guerre anti-nazie qui devait assurer la fin de tous les ennuis de l'humanité (ou de ce qui en restait).

On assiste au contraire de plus en plus au spectacle d'idéologies-écrans opposées vouées à masquer les mêmes intérêts impérialistes de rapine, contraints d'affronter les contradictions engendrées par le système mondial du capitalisme et de l'impérialisme. Et Kissinger, tremblant, de déclarer : mais alors, faudrait-il tout changer ?

On estimera que beaucoup des préoccupations du prix Nobel de brigandage international sont excessives, c'est vrai. Mais il est vrai aussi que le contrôle des forces mises en branle par la machine mondiale géante d'oppression impérialiste est une tâche difficile, et même, à long terme, impossible. L'Europe même, dont la faiblesse réjouit et attriste à la fois les Kissinger et les Ford, cette Europe est un rébus. Mais le plus grand rébus, c'est le développement des antagonismes de classe. Devant ce danger-là, nouveaux Thiers et Bismarck à la puissance n, Ford et Brejnev sont déjà tout prêts à s'embrasser et à se confédérer pour le combattre.

Une certaine « perplexité » a accueilli la position prise par le président Ford sur la « détente », ce nouveau concept qui ressemble comme un frère à l'« équilibre de la terreur » déjà démodé.

Dans un discours prononcé le 12 mars au *Council on Foreign Relations*, Ford a voulu mieux expliquer ce concept de « paix au moyen de la force », dont il n'est pas l'inventeur, a-t-il dit, mais qui prend racine dans toute la tradition politique des USA. Il a cité Washington et Lincoln, les pères fondateurs de la nation.

Nous ne pouvons d'ailleurs lui donner tort : toute la friperie de la sainte alliance démocratique, Staline en tête, a répandu la légende que l'Amérique a pour origine et fondements la Liberté et la Justice : en réalité, l'histoire de l'Amérique est celle de l'extermination de peuples entiers.

La doctrine Ford :

« qui a la force a raison »

Dans un article de 1950 intitulé *Honte et mensonge du monde libre* (*Battaglia Comunista*, n° 15), nous écrivions : « La classe dirigeante américaine, celle qui avec Washington a fait sa guerre d'indépendance, et a mené la guerre civile de 1866, est depuis le début colonialiste, parce qu'elle est depuis le début l'avant-garde de la bourgeoisie européenne qui s'est abattue sur le monde pour opprimer et détruire les populations de couleur » ; l'état unitaire bourgeois yankee naît de « pionniers qui massacraient les Indiens à tant par tête, razièrent les nègres pour les réduire en esclavage, et se sont ainsi constitués en « libres » propriétaires agricoles ». Et plus loin : « Un marxiste ne répandra jamais le bobard que les Etats-Unis d'Amérique, régime de colons-nés, de pirates du capital, d'exterminateurs d'Indiens et de marchands de chair noire, pourraient faire pour de bon une politique d'abstinence coloniale ».

Ford a donc parfaitement raison : la « paix au moyen de la force », nous la trouvons dans nos livres d'histoire, et même le dernier des cancrens connaît cela sur le bout du doigt. Elle est la traduction idéologique des rapports de notre pays avec les

concurrents, qui se divisent en « ennemis » et en « protégés », et les plus détestables sont ceux qui refusent de se laisser protéger. C'est pourquoi la « paix » et la « force » sont les deux faces de la même médaille.

« J'ai proposé au congrès, dit Ford, le budget [militaire] le plus élevé en temps de paix dans l'histoire de la nation : plus de 104 milliards de dollars. » Rien à faire, ils ne m'ont pas compris, et le Congrès l'a amputé de 6 milliards de dollars. Mais cette année, j'ai pris ma revanche : « J'ai présenté au Congrès une autre demande sans précédent pour la Défense : 112,7 milliards de dollars ». Il faut déjà en décompter les nouvelles dépenses pour les submersibles à propulsion nucléaire, etc. Mais « si une étude actuellement en cours démontre que la marine a besoin d'un renforcement plus rapide [je] demanderai plus ».

C'est l'idéologie du gendarme, ni plus ni moins. Une belle carrière historique de pirate et de gendarme, qui ne néglige pas pour autant le noble art de l'espionnage : « J'ai ordonné une réforme fondamentale visant à renforcer et améliorer les opérations de nos services secrets et

(suite page 6)

Le repartage de l'Afrique

L'Afrique est à l'ordre du jour. La seule Afrique noire détient dans son sous-sol la moitié des réserves mondiales d'or, le tiers de l'uranium, 40 % du platine, pratiquement tout le chrome pour ce qui concerne les pays non « socialistes », 20 % du cuivre. Son sous-sol livre 90 % du cobalt, plus du quart de la bauxite, un peu de pétrole et de gaz, et on récolte sur son sol 65 % du cacao et 25 % du café.

Autant de richesses fabuleuses sur lesquelles le capitalisme fait courber près de 300 millions d'habitants qui ont pour seule récompense le niveau de vie le plus bas du monde et pour lesquels a commencé un cycle de famines dont l'Inde n'a plus le privilège.

Si l'on considère en outre que les côtes de l'Afrique australe protègent les voies maritimes les plus encombrées du monde en pétroliers, minéraliers et, de plus en plus, en bateaux de guerre, on mesure un aspect de l'importance stratégique de ce continent.

La rupture brutale de l'empire colonial portugais devait provoquer dans ces conditions l'irruption en force des grands impérialismes, américain et russe, qui n'ont pu jusqu'ici que poser un pied sur le continent. Ils l'ont fait à la faveur de la vague d'indépendance des années soixante qui n'a permis qu'une esquisse de repartage par rapport à la situation créée au début du siècle et peu remaniée par l'élimination de l'Allemagne après le premier conflit impérialiste. Néanmoins, ces dernières années ont vu les USA avancer un peu à partir du Zaïre et de l'Afrique du Sud, leurs investissements passant de 1,8 millions de dollars en 1966 à 4 en 1975, et l'URSS a pu installer quelques bases.

La victoire du MPLA a soulevé un immense espoir d'émancipation de l'esclavagisme en Afrique australe, un espoir qui menace aujourd'hui directement l'existence de la Rhodésie. Or toute révolution sérieuse dans cette région comporte un risque majeur non seulement de modification des rapports avec l'impérialisme en général mais aussi de redistribution des cartes entre les divers impérialismes.

Aussi ne pouvait-on pas s'étonner du slogan de l'impérialisme français, selon lequel « l'Afrique doit être laissée aux Africains » ! Pâle parodie de la doctrine Monroe mais lancée cette fois de Paris, baptisée pour l'occasion par le *Figaro* « capitale de l'Afrique » ! Triste parodie à l'usage des impérialismes européens en place, mais des impérialismes d'une Europe qui sait que, sur le tard, elle ne peut résister *en même temps* à la Russie et à l'Amérique et qui est donc contrainte de choisir l'une contre l'autre.

Et l'ironie de l'histoire est si cruelle que c'est la France elle-même qui fait appel à l'Amérique, précisément en Afrique, berceau du gaullisme et de l'indépendance vis-à-vis de l'Amérique, car elle a besoin d'elle pour résis-

(suite page 4)

L'ALLEMAGNE DE LA COGESTION

Alors que l'Etat-modèle de la démocratie, la R.F.A., renforce son arsenal de répression et de contrôle policier de la société, et essaie d'éliminer de son appareil d'administration les fonctionnaires dont la « loyauté » est sujette à caution, il se propose de calmer la classe ouvrière en lui fourrant dans la bouche la sucette de la « cogestion ». A en croire ses prétendus représentants, la loi sur la « Mitbestimmung » dont le Bundestag a laborieusement accouché après des années de gestation, est une importante victoire partielle de la classe ouvrière dans sa lutte pour « l'égalité des droits » entre capital et travail. « L'avenir (pour les sociaux-démocrates) a déjà commencé. » Il ne s'agit pourtant encore que d'une participation à la gestion, mais cela ne tempère qu'à peine leur enthousiasme ; cela leur permettra, d'ailleurs, de détourner les luttes ouvrières des objectifs basement matériels vers une sucette encore meilleure : la cogestion vraiment paritaire.

Pour l'instant, la loi prévoit que dans les entreprises occupant plus de 2.000 personnes, les ouvriers éliront un certain nombre de représentants qui siègeront dans un conseil avec un nombre égal de représentants du capital ; le président sera choisi parmi ces derniers et, en cas d'équilibre des votes, sa voix comptera double, de sorte que le fameux « pouvoir de décision » restera... à qui de droit. Mais, de toute façon, presque ou complètement paritaire, ou même « majoritaire », la cogestion n'est qu'un attrape-nigaud ; tout comme l'était l'idée géniale d'un gaullisme « de gauche », M. Capitant, qui proposait de donner tout le capital et toute l'industrie « en fermage » à des coopératives ouvrières.

Théoriquement, grâce à la cogestion « les travailleurs pourront contrôler directement, et avec toute la capacité voulue, la marche de l'entreprise... » (*Corriere della Sera* du 18-3). Ça, c'est ce qu'on raconte aux ouvriers. Mais la bourgeoisie éclairée sait pertinemment que, pratiquement, c'est l'inverse : la cogestion permet à la marche de l'entreprise de contrôler plus directement les travailleurs ! Son organe continue : « ...mais (en outre) les syndicats, présents dans les conseils de toutes les grandes entreprises, seront en mesure de totaliser et de valoriser leurs connaissances, d'élaborer une stratégie et une tactique adéquates et de participer au processus productif puisque mis en condition d'exprimer des avis pertinents ». Toute cette « conquête » se résout donc en une liaison croissante des organisations ouvrières à l'entreprise et leur intégration croissante à l'Etat ! Bien entendu, pour le plus grand avantage de la paix sociale, de la soumission des ouvriers et de la bonne marche de l'économie nationale.

Les sociaux-démocrates et les « syndicalistes » le savent bien, eux aussi. Aux entrepreneurs rétifs ou inquiets, ils savent présenter la vraie signification de cette victoire socialiste qui, dans certains secteurs, a déjà fait ses preuves. Ainsi, l'ex-dirigeant du DGB, Rosenberg, déclarait récemment (*Handelsblatt*, 31/3) : « Les faits avérés de la cogestion paritaire pratiquée depuis 25 ans dans les mines et la métallurgie, prouvent que la cogestion n'a en aucune façon gêné le développement formidable de la sidérurgie. Et la douloureuse fermeture de puits, qui a provoqué dans le horinage belge une situation presque de guerre civile, A PU SE DÉROULER CHEZ NOUS SANS CONFLITS VRAIMENT SÉRIEUX, PRÉCISEMENT GRACE A LA COGESTION PARITAIRE. Nier ces faits serait mentir et de façon malveillante. » (C'est nous qui soulignons, N.d.R.).

Loin de nous l'idée de nier les mérites bourgeois du syndicalisme intégré ! Nous profiterons au contraire de ses aveux, pour rappeler aux prolétaires que la « participation » et la « cogestion » sous toutes ses formes ne sert qu'à les rendre solidaires de l'usine, de la branche, de l'économie nationale, alors que la défense de leurs intérêts même immédiats exige la lutte contre ces « divinités » auxquelles bourgeois et traîtres veulent les soumettre.

Les grèves des éboueurs

Pendant deux semaines, fin avril, les éboueurs de la Communauté urbaine de Lille ont été en grève pour la satisfaction de revendications absolument vitales étant donné leurs conditions de travail : salaire très bas (1.920 F par mois pour un releveur dont le salaire peut aller jusqu'à 2.500 F à condition qu'il fasse dans le mois 70 heures supplémentaires et qu'il bénéficie de toutes les primes : présence, salissure, etc.) ; repos et congés organisés en fonction des « besoins de l'entreprise » et qui lèsent sérieusement le personnel, notamment immigré (pour eux 2 mois de vacances en Algérie, obligatoirement accordés entre novembre et mai (!) ce qui veut dire 2 ans sans vacances et pour les nationaux les congés doivent être pris en deux temps : une fois 6 jours et une fois 18) ; conditions de surexploitation terribles (25 km par jour à courir derrière un camion, 200 poubelles de 40 kg à manier en moyenne soit 8 tonnes par jour).

à Lille...

Les revendications (5 % d'augmentation des salaires, une 5^e semaine de congés payés et des améliorations dans les conditions de travail) furent déposées à la Direction le 4 mars et le 13 avril la grève démarrait à l'appel de la section syndicale CGT, majoritaire dans l'entreprise depuis 3 ans, pour laquelle c'était la première grève. Les travailleurs bloquèrent tous les dépôts de bennes avec des piquets massifs.

Pendant une semaine les ordures s'entassèrent en ville, la direction refusant de négocier tant que la liberté du travail — revendiquée par ailleurs à cor et à cri par les jaunes de FO, pour la plupart chauffeurs de bennes — n'était pas assurée. Elle consentait enfin le 22, en même temps qu'elle portait plainte devant le Tribunal des Référés, à recevoir une délégation de la CGT. Celle-ci, forte du résultat obtenu (une simple promesse de discussion !), conseillait aux travailleurs de lever les piquets de grève ! ! !

Les responsables syndicaux purent « batailler autour du tapis vert » pendant des heures avec pour résultat 2,5 % d'augmentation et absolument rien d'autre (surtout pas le paiement des jours de grève exigé par les travailleurs). Cette trahison provoqua la colère des grévistes qui le soir même occupèrent directement les dépôts et renforcèrent leurs rangs en votant à l'unanimité à main levée la poursuite de la grève illimitée.

C'est cette détermination qui incita la direction à utiliser la force plutôt que la conciliation à travers les larbins syndicaux qui se révélaient inefficaces. Le mardi 27, à 6 heures du matin, la police faisait dégager les piquets et expulsait les grévistes des locaux. A la Bourse du Travail, la CGT faisait voter à l'assemblée générale une motion où elle redemandait à négocier (mais uniquement sur les conditions de travail) et engageait les travailleurs à ne pas user de la force. Parallèlement 10.000 tracts seulement avaient été diffusés à la population pour « populariser » la grève...

Des bruits couraient aussi sur la remise en cause des permis de séjour des immigrés qui composaient la majorité des grévistes. Tandis que planait sur la grève une intervention de l'armée, le syndicat visiblement ne prévoyait rien. Enfin le 29, la grève se terminait après que la direction eut accordé en tout et pour tout 5 % d'augmentation (mais dont 2,5 % était à valoir sur l'augmentation contractuelle de juin) et la promesse de ne pas prendre de sanctions.

...et à Lyon

Lyon, l'entreprise Monin-Ordures service. Conditions de travail : 2.100 F par mois pour le travail que l'on sait. La direction voudrait augmenter encore le rendement en supprimant trois camions et une vingtaine de postes de chargeurs.

Alors que la grève durait depuis quinze jours, les camions-bennes de l'entreprise furent réquisitionnés par l'armée à la demande du préfet. Stationnés au camp de Sathonay où est cantonné le 99^e régiment d'infanterie les camions devaient faire leur tournée servis par des militaires du contingent sous la protection des CRS.

Le 10 mai au matin une centaine de manifestants se rassemblèrent pour s'opposer dans la mesure du possible à la sortie des camions et dénoncer auprès des appelés le rôle que la bourgeoisie veut leur faire jouer, sous la protection de la police, contre leurs frères de classe. Cette action a pu être renouvelée les 12 et 13 mai et a permis de montrer la nécessité de tisser des liens entre les ouvriers et les soldats. Malheureusement, là comme ailleurs, les directions syndicales ont joué leur rôle habituel. Si la CFDT a bien dit « non à l'armée briseuse de grève », elle a expliqué aux travailleurs sous l'uniforme que sont les soldats que « l'armée est au service de la nation et non pas des patrons » et que les soldats ne sont pas soldats « pour ramasser les poubelles » ! Quant à la CGT qui avait accepté dans un premier temps que les appelés remplacent les ramasseurs sur les camions conduits par leurs syndiqués, et qui ne s'est ralliée à la grève que contrainte et forcée, elle était bien sûr absente du camp de Sathonay. Enfin, ni la CGT ni la CFDT n'ont fait appel à aucun moment à la solidarité active des autres travailleurs, alors que la grève des ouvriers de Monin a eu lieu un mois après la grève des éboueurs municipaux.

En dépit de leur magnifique combativité, les ramasseurs de Monin, pour l'essentiel des travailleurs immigrés, ont connu après une lutte de 27 jours, une défaite dont ils ne sont pas responsables. Comme leurs camarades de Lille, ils en tireront la leçon.

Le repartage de l'Afrique

(suite de la page 3)

ter à la pénétration russe mais peut-être aussi pour arbitrer les futurs litiges avec l'Allemagne... Elle a besoin d'elle pour l'aider à stabiliser un peu les cours des matières premières, une amère expérience coloniale lui ayant appris qu'aux sautes d'humeur des prix correspondent parfois les coups de boutoir de la révolte anti-impérialiste.

De son côté, Kissinger, pour le bien commun de l'Occident réconcilié et de la civilisation prend le bâton de pèlerin pour l'Afrique noire, où il va prêcher la « justice raciale » et les réformes. Mais depuis les prêches de Wilson l'Amérique a changé :

sa capacité de convaincre tient davantage à son porte-monnaie et à ses marines et elle n'a pas la chance de voir rejaillir sur elle le prestige conféré par quelques barbudos de service.

Quoi qu'il en soit, l'Afrique noire se transforme à grands pas en une tranchée d'une future et éventuelle guerre impérialiste. Les prolétaires d'Europe doivent savoir que leur intérêt est du côté de la lutte d'émancipation contre l'oppression raciale et impérialiste, une lutte qui ne manquera pas de trouver contre elle, à un moment ou à un autre, tous les blocs impérialistes, l'Etat français compris, le « meilleur ami de l'Afrique du Sud », comme on dit à Pretoria.

La solidarité avec la lutte des soldats (2)

LA LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

Nous avons essayé d'analyser dans un précédent article quelles étaient les tâches d'un mouvement de soutien aux appelés sur la base d'un *Projet de résolution pour le bureau national du CDA* inspiré par la LCR. Un point a été laissé de côté, c'est la solidarité contre la répression. Voici comment le document la définit : « Assurer la défense juridique et politique des victimes de la répression (aussi bien de la répression courante dans les casernes, que des répressions exceptionnelles) ».

La répression des appelés touche à plusieurs aspects. Il y a d'abord la répression des objecteurs et des insoumis. Il y a ensuite la question de la répression dans les casernes. Traitons les points séparément.

« La lutte des objecteurs et des insoumis », lit-on dans le document, « s'est considérablement développée depuis plusieurs années. Les mouvements qui la mènent sont les interprètes d'un courant réel dans la jeunesse. » Ceci est parfaitement vrai. Ce mouvement a des causes matérielles et idéologiques. D'un point de vue matériel, la plupart des cas d'insoumission punis par les TPFA révèlent qu'il s'agit de prolétaires qui, revenus chez eux en permission, cherchent du travail pour faire vivre une famille laissée dans la misère et refusent donc de retourner à l'armée. La base est la misère et la détresse économique et morale que l'encasernement pousse à un degré intolérable et l'isolement dans lequel sont tenus les soldats, un isolement renforcé encore par la destruction des organisations de classe prolétarienne par la contre-révolution.

Si l'insoumission trouve davantage son origine dans ces conditions matérielles, l'objection apparaît plutôt comme une sublimation de la réaction aux aspects politiques du militarisme : en tant que refus individuel de porter l'uniforme, elle pousse l'« antimilitarisme pacifiste » jusqu'à ses ultimes conséquences individualistes et antirévolutionnaires. Le courant a pu renaître notamment en France avec la guerre d'Algérie, étant donné la

trahison ouverte de l'opportunisme ouvrier, son appui de fait à la guerre coloniale et son soutien ouvert au militarisme impérialiste. Mais qu'en l'absence d'un mouvement de classe, l'objection ait été le seul mouvement pratique ayant pris une certaine ampleur sur le plan de la résistance à la guerre ne nous conduit nullement à sanctifier ses buts et à valoriser ses méthodes, tout à fait inaptes pour la lutte de classe en général et pour la lutte contre le militarisme en particulier.

D'un point de vue immédiat, il est donc clair que le mouvement prolétarien doit lutter résolument contre la répression qui frappe les insoumis, les objecteurs et autres déserteurs, mais sans toutefois répandre les aberrations théoriques et politiques que cette réaction au militarisme provoque. Or ce fameux *Projet de résolution* prend la chose tout à fait à l'envers :

« Ce serait affaiblir le soutien aux appelés que de tenir à l'écart ce courant dont les représentants ont, dans leur majorité, manifesté leur appui aux initiatives prises par les soldats. »

« Un mouvement unifié se doit donc de manifester pratiquement sa solidarité avec les objecteurs et les insoumis :

— en participant à la défense de tous ceux d'entre eux qui sont poursuivis par la justice militaire ;

— en affirmant la légitimité de leur combat. La reconnaissance du droit des objecteurs fait partie de la lutte pour les droits démocratiques des appelés. »

Que signifie la « légitimité » du combat des insoumis et des objecteurs ? Réside-t-elle dans le fait de se protéger du militarisme et de réagir contre lui ou dans les finalités et les méthodes de ce courant ? L'équivoque est totale. Et elle ne peut être levée qu'avec un esprit anti-immédiatiste. Nous pensons en effet qu'il est possible d'entraîner les militants les plus résolus sur le terrain de la lutte collective : mais il faut pour cela que le mouvement prolétarien renaisse, sans concession à l'opportunisme, car

seul il sera capable de faire la démonstration pratique de la vanité de l'insoumission et de l'objection en tant que moyens de défense contre le militarisme et à plus forte raison de lutte contre lui.

Mais la LCR ne peut voir l'exigence de préparer une force de classe. Son *immédiatisme* fonce la pousse à imaginer que l'on peut prendre des raccourcis : on remplace ce travail par l'entente avec des « forces » équivoques qui entravent le travail. Faut-il dire que dans de nombreux CDA, tout travail pratique, même d'agitation élémentaire, est absolument paralysé depuis des mois et des mois par les discussions stériles tendant à concilier les principes inconciliables de l'antimilitarisme pacifiste et individualiste et de l'action de classe ?

*

Considérons maintenant la répression qui frappe les soldats. La lutte contre la répression ne doit évidemment pas être seulement juridique ; elle exige le soutien de la seule force qui ait vraiment intérêt à la mener, la classe ouvrière. Nous avons pour notre part pendant des mois tenté de montrer l'exigence d'un *soutien de classe* et de mener une agitation allant dans ce sens.

Outre les critiques que nous avons pu faire à la campagne menée, il faut revenir sur une revendication absolument erronée qui est présentée comme le couronnement de la lutte contre la répression. Le document explique bien que la défense juridique et politique « implique l'organisation de campagnes contre toutes les formes de juridiction d'exception », ce qui n'est pas faux, mais en réalité, il s'agit de faire campagne pour l'« abolition des tribunaux d'exception ».

Nous sommes évidemment les derniers à objecter des *considérations de principe* à une telle revendication.

En effet, la révolution prolétarienne en détruisant l'armée bourgeoise détruira aussi ses « juridictions d'exception », bien que

(suite page 7)

Encore sur la grève MATISA (Suisse)

Cette grève, dont nous avons donné un rapide bilan dans le n° 218 de ce journal et que le *Supplément pour la Suisse au Proletaire* ainsi que notre journal en langue italienne commentent abondamment, a eu en Suisse un grand retentissement dont l'ensemble de la presse s'est fait l'écho.

Les ouvriers sont partis en grève avec la conscience claire d'affronter non seulement le patron mais surtout le puissant syndicat patronal ASM. Aussi était-il nécessaire de concentrer au maximum les énergies et de tenter d'entraîner les ouvriers d'autres usines. Les ouvriers avaient de plus la ferme volonté de ne pas laisser saborder leur mouvement par les directions syndicales.

Les outils qu'ils se sont donnés pour répondre à ces exigences ont été le *comité de grève* contrôlé par l'assemblée générale des ouvriers et une *direction ferme*, résolument classiste. Ces deux conditions permirent au comité de grève de revendiquer seul, contre les manœuvres des directions syndicales, la conduite du mouvement et d'imposer sa direction au comité de soutien. Ce dernier intégra les femmes des grévistes, assura la solidarité avec les ouvriers licenciés de Steiner et réalisa de façon entièrement disciplinée et centralisée un magnifique travail de propagande et de solidarité dans tout le pays. Les ouvriers de MATISA ont ainsi fait revivre les principes élémentaires d'organisation et de solidarité ouvrières.

Le danger que représentait la grève pour la paix sociale a été bien compris par les directions

syndicales qui, forcées d'accorder un soutien matériel, se raccrochaient, comme l'explique la FTMH dans *La lutte syndicale*, à l'arbre empoisonné de la paix du travail et de ses institutions. (« Il existe heureusement dans le canton de Vaud l'obligation de faire appel à l'Office de conciliation pour tout conflit collectif de travail » !)

Malgré leur courage et leur solide organisation, les ouvriers, seuls face au syndicat patronal de l'ASM et faute d'avoir pu entraîner d'autres usines, n'ont pu obtenir satisfaction sur toutes leurs revendications. Il faut dire que la FTMH veillait au grain et donna, en même temps que son soutien officiel, l'ordre à tous les responsables syndicaux « d'empêcher par tous les moyens des grèves de solidarité » !

Après la grève, le POP (Parti Ouvrier Populaire), placé tout au long de la lutte sous la direction du comité de grève et isolé face à la valse-hésitation de la social-démocratie, s'est plaint dans la *Voix Ouvrière* du 27-3-76 de n'être pas « mieux soutenu dans les luttes importantes » par le PS. Indéniablement l'opportunisme n'a pas eu les mains libres à Matisa, comme il les avait eu à Bulova, pour enterrer vivante la lutte des ouvriers de Crissiers-Renens. Rassembler les forces de l'opportunisme en un front stable, tel est donc le projet immédiat du POP pour canaliser les grèves et les luttes vers sa direction « non aventuriste ». C'est pourquoi il se félicite de la décision du Cartel syndical vaudois de former un « Comité de crise » comprenant syndicats, PS et POP : « [Ce comité] aura pour

tâche principale l'organisation de la défense des travailleurs en conflit avec leur patron et l'organisation du soutien sur le plan cantonal » (VO, 3-4-76). Autre projet du POP : renforcer sa présence dans les entreprises pour « barrer la route aux diviseurs et gesticulateurs » et insister sur « l'appui indirect [...] ou direct donné au patronat par les gauchistes provocateurs qui se sont infiltrés récemment encore dans les rangs des travailleurs en lutte pour les pousser vers des impasses si ce n'est des culs de basse-fosse » (VO, 31-3-76). La bourgeoisie peut donc se rassurer : ses larbins sont prêts à remplir leur fonction et à tenter de nettoyer les usines des éléments ouvriers les plus combattifs !

Ainsi les directions syndicales et politiques tirent leurs conclusions pratiques de l'épisode, tout comme ici après LIP, en vue du sabotage des prochaines luttes. Mais elles ne pourront pas effacer l'exemple lumineux que des résultats — certes insuffisants, comme tous ceux des luttes immédiates, et aussi modestes qu'ils soient — ne peuvent être obtenus que par les méthodes de la lutte ouverte et directe contre la classe capitaliste. Le comité de grève continue pour sa part son activité, et en appelant « tous les travailleurs à s'organiser et à lutter comme nous [les ouvriers de MATISA] l'avons fait et continuerons à le faire afin de défendre les intérêts de la classe ouvrière », il entend faire de cette grève celle de toute la classe et lance l'espoir qu'elle n'est qu'un premier coup porté à la *paix du travail*, « relative » ou non !

Les grèves de l'Université (suite)

Les méfaits du centrisme

En prenant le mouvement en marche avant Pâques, les directions stalinienne des principaux syndicats étudiants et enseignants et leurs épigones du SGEN escomptaient le limiter à un baroud publicitaire vite retombé avant la sacro-sainte période des examens. Mais le mouvement a tenu malgré la trahison syndicale du 15 avril, malgré le black-out de l'ensemble de la presse bourgeoise, et une partie des forces engagées dans cette lutte — dont beaucoup d'inorganisés, qui manifestaient tous, malgré des préjugés culturalistes ou ouvriéristes, un sens de la résistance à la concurrence bourgeoise — envisageait de préparer le prolongement logique de la grève illimitée : le boycott des examens (et la grève des examens pour les enseignants), comme **moyen de pression** pour imposer les revendications (abrogation de la réforme du second cycle, avec la concurrence et le contrôle politique accrus qu'elle impliquait, et, dans certaines facultés, titularisation des auxiliaires et contractuels).

Après avoir fait, prématurément d'ailleurs, de la question des examens le centre même de la lutte, les courants politiques les plus actifs dans cette grève (la LCR et le PSU principalement, nous dirons plus loin quelques mots de **Révolution !**) ont fait de la coordination étudiante de Lyon (5-6 mai) la plaque tournante du mouvement, l'orientant sans le dire vers son reflux et empêchant la concentration de ses forces. La motion qu'ils ont avancée à Lyon et qui a emporté la majorité se présentait comme une position offensive, plus « révolutionnaire » que le boycott, impliquant une prise de conscience plus élevée, et même « posant les jalons d'un autre système de formation » (motion majoritaire à Lyon), tout en évoquant **sotto voce** l'impossibilité d'une généralisation de la grève vu l'hostilité des directions syndicales ! Il s'agissait d'obtenir l'examen collectif sous le contrôle des étudiants, sans sélection, ceux-ci « imposant à l'Etat leurs critères de savoir » (sic), en somme des « contre-examens » assurant tout de même la validation de l'année universitaire et les diplômes nationaux.

C'était déjà en soi une redoutable phraséologie extrémiste en apparence, gradualiste en fait, qui substitue la « contestation » à la lutte politique et revendicative, l'« éclatement de l'idéologie bourgeoise » à la critique politique mise au service de la constitution de la force de classe du prolétariat, le théâtre révolutionnaire à la patiente et tenace action collective.

Mais cela devenait une farce et une vantardise si rien n'était mis en place (comités et piquets de grève, etc.) pour imposer de telles modalités là où aucun ac-

cord de complaisance ne pouvait être acquis avec les enseignants, ou plutôt pour assurer le seul contenu réel de cette fantasmagorie : la non-sanction pour fait de grève, position déjà défensive et en retrait par rapport à la grève générale de l'Université avancée par la Ligue encore une semaine auparavant.

Cela devenait une tromperie, et une contribution active à la défaite du mouvement, si les éléments qui avaient acquis une certaine confiance des étudiants par leur participation à la grève depuis deux mois se servaient de cet attrape-nigauds (machiavélisme ou aveuglement politique, peu importe à ce point de vue), en l'assortissant de promesses vides et de pseudo-garanties des syndicats briseurs de grève pour pousser à la reprise en **désordre**, dissoudre les fronts de lutte existants et laisser étudiants et enseignants grévistes sur le terrain marécageux des arrangements individuels et de l'isolement face aux règlements de compte qui s'amorcent.

C'est ce qui s'est passé dans la deuxième quinzaine de mai, surtout dans les universités où la cassure nette entre grévistes et non-grévistes rendait indispensable pour le retour à l'ordre, l'intervention d'une... force de transition travaillant de fait contre le mouvement. A Nanterre par exemple, la LCR a joué ce rôle de pont entre les éléments combattifs, l'UNEF-Renouveau, le SNESup et le SGEN qui n'attendaient que l'occasion de casser entièrement la grève, avec, derrière eux, les forces ouvertement bourgeoises qui l'ont ainsi emporté sans coup férir : prenant les grévistes au piège de leur foi dans la démocratie pure et de l'absence d'une organisation permanente de la grève, la Ligue en tête a fait recommencer le vote jusqu'à la « victoire », de peu, d'une motion de reprise déguisée sous des promesses creuses concernant les examens. Même chose à Amiens, où l'association de la phrase contestataire et de la manœuvre électorale a permis à un front centriste de fait (avec le PSU, la LCR, le MAS socialiste) d'éliminer les positions dures et de faire reprendre dans les plus mauvaises conditions, sans se donner les moyens de défendre les éléments les plus engagés dans la grève et la masse des étudiants contre les diverses formes de répression : heures supplémentaires imposées aux enseignants avec suppression du salaire pour les heures de grève; menaces sur l'emploi des non-titulaires qui se trouvent ainsi affaiblis pour continuer la lutte pour la titularisation préparée avant la grève étudiante; sanctions sournaises ou ouvertes pour les étudiants grévistes, sanction de fait pour ceux qui devaient passer, après deux ou trois mois de grève active des examens

« non allégés » sous la protection éventuelle de la police.

Après avoir abandonné la coordination nationale, la LCR accable dans sa presse de couronnes funéraires dans le style PCF un mouvement dont il s'agirait au moins d'assurer la retraite dans les meilleures conditions : promesses d'une prochaine saison chaude, conseils d'organisation et de démocratie directe (**Rouge** du 23-5), justifications devant l'opinion publique (la faute de la grève revient à « l'intransigence du pouvoir », **ibid.**).

Un mot de **Révolution !**, qui s'est montré depuis Lyon d'une grande discrétion : ouvrant toujours le plus largement son parapluie « extrémiste » (mais le manche... électoral est bien en mains), cette organisation avait avancé une critique juste contre les solutions petites-bourgeoises, envisagé en avril le boycott et avancé des perspectives recevables en direction d'une unité réelle (et non verbale et fantastique) avec la classe ouvrière : par exemple la lutte commune pour une allocation au minimum égale au SMIC pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Mais au moment décisif cette organisation s'est bien gardée, là comme dans les autres luttes (immigrés, armée) de mettre en avant des mesures permettant de combattre l'action dissolvante de l'opportunisme et de ses rabatteurs centristes, conscients ou non.

Il ne suffit pas en effet d'expliquer l'attitude de la LCR en particulier par la versatilité naturelle à l'immédiatisme petit-bourgeois, qui ne cesse de courir d'actions prioritaires en actions prioritaires, et d'une couche sociale à une autre, aussi prompt au triomphalisme qu'au découragement apathique. Dans ce cas d'ailleurs, LCR et PSU se sont trouvés souvent en **retrait** non pas, bien sûr, sur « la majorité des étudiants », mais sur une bonne partie des inorganisés combattifs : souvent salariés eux-mêmes (jusqu'à 80 % dans certaines facs de lettres) ou devenus chômeurs, de larges couches d'étudiants des secteurs en grève (lettre, sciences, économie), ont manifesté une continuité et une ténacité dans la lutte qui tranchait avec le fréquent verbalisme étudiant.

Il s'agit en fait de l'attitude politique constante du courant centriste dans le mouvement ouvrier, qui oscille toujours entre révolution et réforme, critique du réformisme social-chauvin et incapacité à rompre avec lui, et même à persévérer dans un mouvement immédiat sans sa « couverture », ce dont le crétinisme électoral et toutes les cuisines qu'il entraîne ne sont qu'un aspect.

Comme les autres catégories de salariés ou de futurs salariés et chômeurs, les étudiants et les enseignants décidés à se défendre

(suite page 8)

L'exigence de la solidarité avec les luttes aux Antilles

L'époque de la coupe de la canne et de la fixation du prix de récolte est marquée comme chaque année par l'explosion des luttes des travailleurs agricoles saisonniers et des paysans pauvres, auxquels se joignent depuis plusieurs années les ouvriers du bâtiment.

A la base de ces révoltes périodiques et incoercibles, il y a les conditions de misère et de famine effroyables dans lesquelles est plongée une population victime de de l'exploitation capitaliste renforcée par la barbarie coloniale. Et puis maintenant, il y a une situation économique explosive qui est le contrepoint de la crise économique dans la métropole : ascension vertigineuse du chômage (90.000 chômeurs au minimum sur une population de 342.000 habitants à la Martinique), insécurité permanente, salaires déprimés. La violence qu'exerce le capital impérialiste contraint la plus grande partie des travailleurs antillais à la misère dans l'île ou à l'émigration en métropole où ils viennent grossir les rangs de la partie des prolétaires la plus exploitée et la plus opprimée.

Cette année le mouvement s'est généralisé tant à la Martinique qu'à la Guadeloupe, touchant la quasi-totalité des travailleurs et entraînant des catégories à emploi stable comme les travailleurs de la SPEDEM. Mais, malgré son ampleur, le mouvement s'est heurté aux entraves que constituent l'absence de coordination, la non-centralisation de l'action, délibérément entretenues et provoquées par les directions syndicales à la botte de l'Etat français, cherchant à liquider le mouvement en réduisant la solidarité des autres travailleurs des îles à des journées d'action symboliques, empêchant les prises de parole des éléments combattifs, laissant le mouvement isolé des ouvriers français qui n'ont jamais été appelés à soutenir leurs frères de classe.

Ce magnifique mouvement qui paralyse les Antilles démontre que l'Etat impérialiste ne peut contenir les antagonismes sociaux en dépit de l'utilisation systématique de la répression armée et de la sauvagerie de ses tueries comme celle de mai 67 à Pointe-à-Pitre au moment de la grève des ouvriers du bâtiment. Mais pour être victorieuse la lutte des travailleurs antillais, aux DOM comme en métropole, a besoin de la solidarité active des ouvriers français, de la pression que peut exercer l'action collective et directe de la classe prolétarienne contre la bourgeoisie impérialiste et son Etat.

La grève des foyers SONACOTRA

Après les manifestations du 24 avril et du 1^{er} mai où le cortège Sonacotra, très applaudi, tranchait sur la grisaille générale par sa combativité, le mouvement s'est tourné vers des initiatives locales : journées « portes ouvertes » aux foyers de Bagnolet, Champigny, Saint-Denis, Montreuil, etc.

De son côté, la Sonacotra, voulant sans doute éviter tout nouveau scandale et l'extension de la mobilisation par un autre coup de force, préfère maintenant agir légalement et prudemment. Depuis le mois d'avril, elle a fait envoyer par huissier aux délégués en lutte puis à des résidents des avis d'expulsion sous les huit jours s'ils ne payaient pas le loyer.

Pour se défendre, le comité de coordination a pris contact avec un groupe d'avocats. Il est prévu que tous les résidents versent chaque mois une somme auprès d'un huissier. D'autre part, le comité de coordination attaque à son tour la Sonacotra en justice pour l'expulsion « illégale » des délégués au moins d'avril et sur des questions d'hygiène et de sécurité pour prouver que les loyers sont exagérés.

La Sonacotra a déclaré qu'elle ne procéderait à aucune expulsion sans action judiciaire préalable, mais on sait bien que ce genre de procès peut être très rapide (une semaine) alors que la procédure engagée par les résidents peut prendre plusieurs mois. C'est le comité de coordination qui a choisi l'huissier et la somme (l'ancien loyer moins 100 F). Les paiements commencent au mois de juin. Les formalités sont assez compliquées : il y a environ 15.000 grévistes soit pour la justice 15.000 cas individuels car on ne les reconnaît pas en tant que groupe.

Nous avions proposé que seuls ceux qui avaient reçu un avis d'expulsion déposent la somme fixée chez l'huissier mais avec de l'argent collecté, en signe de solidarité, auprès des autres grévistes. En effet, si tous les grévistes recommencent à verser de l'argent chaque mois ils perdent leur arme qui est l'arrêt absolu de tout paiement et le ressort de la mobilisation. D'autre part, il est fort possible que la Sonacotra puisse récupérer l'argent. Nous devons répéter, et nos camarades sont intervenus plusieurs fois dans ce sens, que les travailleurs ne peuvent pas faire confiance à la justice bourgeoise. Par contre, le terrain sur lequel les travailleurs peuvent riposter efficacement à la Sonacotra est celui de la mobilisation dans les foyers et autour d'eux. Malheureusement, si les comités de soutien ont fait une certaine agitation, ils n'ont pas entrepris un réel travail de mobilisation d'appui parmi les ouvriers. De leur côté les organisations opportunistes n'ont évidemment rien fait, au contraire. Le manque de soutien se traduit pour les travailleurs des foyers par un rapport de forces défavorables (malgré un énorme travail de cohésion à l'intérieur des foyers) qui les conduit sur le terrain de l'action purement légale, poussés dans ce sens par les gauchistes des comités de soutien.

Nous n'avons évidemment pas de recette-miracle à proposer pour renforcer le mouvement, mais il faut absolument faire appel à la solidarité de classe dans les usines et les quartiers même si, nous le savons, on ne peut pas attendre un large résultat immédiat dans ce sens. Ce qui importe, c'est l'union grandissante des travailleurs.

Le PC et la CGT ont, dès le départ du mouvement de grève, essayé de le contrôler. En décembre 75, ils font signer un protocole aux foyers Allende Saint-Denis et La Courneuve, arrêtant la grève pour quelques petites concessions de la Sonacotra et sous l'égide d'une soi-disant coordination qu'ils avaient eux-mêmes créée. Depuis, ils montrent ce protocole comme exemple de négociation à laquelle il faudrait se plier foyer par foyer puisqu'ils ne veulent pas de négociation centralisée avec le comité de coordination trop gauchiste et aventuriste pour eux.

A Strasbourg, c'est par l'intermédiaire de la CNL, Commission Nationale du Logement, fédération de comités de locataires, qui s'était affilié tous les résidents des deux foyers, que le PC a pu imposer une négociation. Dans la même foulée, l'Amicale des Algériens en Europe s'active à diviser le mouvement de grève. Aux assemblées générales par exemple, elle s'adresse en arabe aux Algériens pour prêcher la négociation. Dans plusieurs foyers, l'amicale profite de sa campagne sur la « Charte nationale algérienne » de Boumediène pour tenir des réunions où elle essaye entre autres de dénoncer la grève. Souvent elle est accueillie violemment par les travailleurs.

Nous ne pouvons que nous réjouir du fait que beaucoup de résidents combattifs aient pris conscience de ces manœuvres de division et les aient dénoncées vivement lors des journées « portes ouvertes ».

Les dessous de la tactique syndicale

Suivant ses tendances profondes de la période impérialiste, c'est-à-dire la fascisation toujours croissante de la société, le capitalisme a ficelé le syndicalisme tricolore dans des mailles serrées au niveau de l'usine comme au niveau de branches entières de la production et même de l'Etat. Grâce à la politique des directions syndicales, la lutte prolétarienne est entièrement subordonnée au cadre général des rapports syndicat-patronat-Etat, un cadre institutionnalisé dans le riche réseau des rapports qui lient entre eux les « partenaires sociaux » et qui porte le nom consacré de « politique contractuelle ». Si les ouvriers entrent en lutte c'est, bien entendu, pour préparer « la négociation », pour mettre en branle les engrenages bien huilés de la « concertation », ces amortisseurs dont le rôle est de diluer l'énergie des ouvriers dans le marais de la collaboration des classes, pour le plus grand bien du capitalisme.

A lire la presse des grandes

confédérations syndicales et des partis de gauche, entièrement acquis à une « véritable » politique de concertation, la « tactique syndicale », qui atteint son apogée lors des « grandes journées nationales d'action », est toujours grosse de « victoires ». Lorsqu'on sait, et les ouvriers en font régulièrement l'expérience, quelle est la portée réelle de telles « Journées » et le genre de « mobilisation » qu'elles entraînent, on n'est nullement étonné de voir l'opinion lucide que se fait la bourgeoisie de leur « potentialité » et de leur raison d'être. A la suite de la « journée d'action » du 1^{er} mai et en vue de celle du 13 mai, **Les Echos** (10-5-76) pouvaient écrire que ces journées répondent « en fait à un double objectif [...] Opérer une « décompression » [!] habile à la base d'abord, coupant court à des entreprises de débordement tout en témoignant [sic] de la combativité [resic] de l'appareil [syndical]. Tester et apprécier l'humour des

troupes ensuite ». C'est pourquoi, bien entendu, « aucun mot d'ordre précis n'est donné pour cette journée du 13 mai, ce qui signifie que les militants pourront choisir les revendications qu'ils préfèrent et les moyens d'action qui leur semblent les meilleurs compte tenu du climat existant à la base » (**ibid.**, 26-4-76). Il va de soi aussi que ces « journées de lutte », qui servent à « décompresser » la colère prolétarienne tout en la « testant » sont encore utiles pour permettre « la « sortie honorable » d'un mouvement de grève ponctuel mal engagé » (**ibid.**, 13-5-76), ou, pour dire les choses dans un langage moins « imagé », difficile à contrôler ou à liquider pour un syndicalisme ayant le « sens des responsabilités ».

Encore une fois, la vérité de classe est dite par l'ennemi de classe. Il est temps qu'elle soit dite bien haut au sein même du prolétariat !

Leur « front unique » et le nôtre (3)

(Le début de cet article a paru dans les n°s 219 et 220).

★

Nous avons vu que la tactique du front unique s'inspirait, chez la Gauche « italienne » et chez la direction de l'Internationale, des mêmes principes et des mêmes buts, et qu'elle n'était, dans l'intention de ses promoteurs, ni une renonciation à la lutte pour la dictature du prolétariat, ni un reniement, mais au contraire un prolongement de l'œuvre de scission précédemment accomplie. Une telle renonciation restait cependant, au niveau de l'application, un « danger possible » (et les thèses de l'Internationale le reconnaissent explicitement), surtout du fait de l'immaturité des partis communistes occidentaux, en premier lieu le parti français et le parti allemand, qui, avec leurs fortes ailes centristes, n'étaient que trop enclins à interpréter le mot d'ordre de front unique comme une autorisation aux rapprochements, aux combinaisons électorales, voire aux alliances organiques avec les partis opportunistes. De leur côté, les partis sociaux-démocrates ne restaient pas passifs devant la « tendance spontanée » des masses à

l'unité et les appels de l'Internationale au front unique. Dès 1922, ils se montrèrent capables de les reprendre à leur compte, y compris au niveau international, pour tenter de les utiliser en fonction de leur but propre : la conquête pacifique et parlementaire du pouvoir, tout en s'efforçant de compromettre et de paralyser les forces communistes, et de faire passer la nouvelle tactique pour un signe de repentir et de retour prochain des fils prodigues sous le toit hospitalier de la « vieille maison » socialiste.

Si on voulait pouvoir déjouer ces manœuvres et éviter les oscillations et les glissements vers une pratique centriste, il fallait définir avec le plus de précision possible les limites au-delà desquelles la tactique du front unique aurait manqué son but, et les conditions pratiques du maintien par les partis communistes d'une indépendance que la Gauche et les bolchéviks s'accordaient pour considérer comme une prémisses absolue de succès. C'est ce que les thèses de Zinoviev, trop floues, ne faisaient que de façon incomplète. C'est sur ce plan, et lui seul, que commença le désaccord entre la Gauche et l'Internationale sur la question du front unique.

Les bases du « Front unique » de la Gauche

La Gauche Communiste d'Italie, qui s'était forgée, dans l'atmosphère pourrie de démocratie de l'occident capitaliste, au travers d'une longue lutte contre toutes les formes de révisionnisme et, en premier lieu, contre le mythe de l'« unité prolétarienne » en général (ce qui n'était le cas, malheureusement, ni du parti allemand ni surtout du parti français), posait le problème dans les mêmes termes qu'elle les avait posés à Livourne, à la fondation du PC d'Italie : en fonction, essentiellement, des nécessités de la préparation révolutionnaire (1).

Pour que le front unique prolétarien contre l'offensive bourgeoise puisse dans tous les cas — succès, victoire partielle, ou défaite provisoire — constituer un jalon utile dans la préparation du passage à la contre-offensive révolutionnaire du prolétariat sous la direction du seul parti communiste, au moment (proche ou éloigné, peu importe) où l'histoire mettrait à l'ordre du jour les combats décisifs ; pour que la trahison et le recul prévus de tous les partis, en premier lieu le parti social-démocrate devant les exigences de la lutte, y compris défensive, ne se traduisent pas (comme cela s'était si souvent produit dans le passé récent, alors qu'il n'existait pas de parti révolutionnaire) par la paralysie et la démolition durables du prolétariat, mais puissent être utilisés par le parti communiste pour renforcer son influence, assurer la relève et permettre la poursuite de l'entraînement révolutionnaire, fût-ce au travers d'un repli provisoire, en bon ordre, dans les conditions très dures qui étaient celles de l'offensive acharnée de la bourgeoisie ; pour tout cela, il fallait à tout prix que le parti ait maintenu à tout moment, sans rompre pour autant l'unité d'action du front de combat prolétarien, une indépendance non pas métaphorique, mais réelle, vis-à-vis de tous les autres partis, qu'il n'ait jamais abandonné son attitude d'opposi-

tion politique incessante à l'Etat bourgeois et à tous les autres partis. Ceci impliquait non seulement qu'il ait pu conserver à tout moment sa liberté absolue de propagande et de critique vis-à-vis de tous les partis du front, vis-à-vis de la conduite de la lutte elle-même comme des perspectives vers lesquelles ces partis comptaient la canaliser, depuis les pièges des voies pacifiques et légales jusqu'aux visions anarchisantes de l'émancipation révolutionnaire ; mais aussi qu'il ait pu conserver sa liberté de mouvement y compris pour commencer à encadrer les fractions les plus avancées du prolétariat « dans des formations qui, d'une part, commencent à se préparer aux exigences techniques de la lutte en répliquant aux actions sporadiques de la réaction bourgeoise et, d'autre part, s'habituent elles-mêmes, ainsi qu'une importante fraction des masses, aux exigences idéologiques et politiques de l'action décisive » (2). Pour cela il était indispensable que les responsabilités du parti communiste et celles de tous les autres partis soient très nettement séparées.

Le front unique tel que l'entendait la Gauche — c'est-à-dire le front de combat de tous les prolétaires, par la fusion de tous les conflits partiels suscités par l'offensive bourgeoise, sur le terrain de la lutte directe de défense, et donc sur la base des organisations de classe nées pour la soutenir et la diriger (3) — fournissait les meilleures conditions, précisément, pour assurer à la fois le maximum d'unité à la défense du prolétariat, et le maintien de l'indépendance effective du parti communiste. D'une part sa base était bien plus large que ne pouvait l'être celle de n'importe quel front de partis, puisqu'il s'agissait d'organisations ouvertes à tous les prolétaires indépendamment de leurs convictions politiques, non seulement donc aux militants de toute affiliation, mais aussi aux prolétaires sans parti ou hostiles à tout

parti (4). D'autre part, dans ce cas, la responsabilité de l'action commune retombait sur un organe émanant de la classe ouvrière économiquement organisée : le parti communiste, comme chaque parti, pouvait espérer le conquérir, de la même manière qu'il pouvait conquérir la direction d'un syndicat ; il n'était lié, en tant que parti, à aucune discipline à l'égard de l'orientation du parti qui, momentanément, l'avait conquise.

Dans un front unique de ce type, le parti communiste pouvait intervenir avec une grande souplesse, directement et indirectement, de l'extérieur comme de l'intérieur, pour soutenir l'action, avancer des propositions, critiquer le sabotage ou les hésitations des autres partis par rapport à des revendications de défense élémentaires et à des méthodes de lutte classistes qu'aucun d'entre eux n'avait officiellement reniées, mais que lui seul était capable de défendre jusqu'au bout, parce qu'il était le seul parti opposé jusqu'au bout à tout l'ordre social et politique existant. Il pouvait participer, au coude à coude avec des ouvriers de toutes les tendances politiques, « à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain [...] à la fois d'action commune et d'opposition réciproque » (5) avec les autres courants, en combattant toute tentative pour dévier le front unique vers des impasses politiques, mais sans se refuser à suivre l'action décidée par la direction du mouvement, « à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle ». Travaillant à conquérir la direction du mouvement depuis la base par l'intermédiaire de ses groupes syndicaux et d'usine, il gardait toute liberté pour poursuivre son œuvre de propagande, d'agitation et d'encadrement direct des prolétaires, sans voir sa responsabilité compromise dans les conséquences des erreurs et des trahisons des autres courants (6).

Tout ceci aurait été impossible avec un front unique dirigé par « un organisme commun à différentes organisations politiques agissant avec une responsabilité collective à la direction du prolétariat » (7). D'abord un tel organisme excluait par nature que le PC pût le conquérir, donc l'orienter dans un sens révolutionnaire. Au contraire la participation du parti n'aurait pu que détruire en pratique son autonomie et le subordonner à un commandement unique supérieur, par définition, aux différents partis dont il émane, en le compromettant aux yeux des masses dans les initiatives prises, en le paralysant dans le développement de son action de défense prolétarienne et de préparation révolutionnaire.

De même, la Gauche excluait des initiatives qui, dans d'autres partis occidentaux, pouvaient passer pour une application du front unique, et que l'Internationale devait malheureusement avaliser. La plus extrême était la transposition abusive de la tactique du front unique en un appui à des gouvernements de partis sociaux-démocrates, fût-ce à la seule fin de les démasquer en les confrontant à leurs propres promesses (8). Mais la Gauche excluait aussi la participation du parti communiste « à des déclarations communes avec d'autres partis politiques, lorsque ces déclarations contrediraient en partie son programme et seront présentées au prolétariat comme le résultat de négociations pour trouver une ligne commune » (7), ou encore, hypothèse plus modérée, le lancement aux partis traités de propositions d'actions communes dont on aurait été sûr à l'avance qu'ils ne pouvaient pas s'y associer. En effet toutes ces manœuvres, surtout si elles étaient répétées, ne pouvaient que retarder une victoire révolutionnaire qu'elles prétendaient pourtant hâter : d'abord, en obscurcissant aux yeux des prolétaires la vision de l'abîme que sépare la voie révolutionnaire de la voie réformiste, le parti communiste de tous les autres partis ; pire, en provoquant de la confusion dans les rangs du parti lui-même, qui n'est ni un sujet intangible de l'histoire, ni un mécanisme rigide que l'on pourrait manœuvrer à son gré, mais, comme le soulignera la Gauche au IV^e Con-

grès de l'IC, « une chose réelle sur laquelle les facteurs extérieurs agissent, et qui est susceptible d'être modifiée par la direction que nous imprimons à notre tactique » (9).

La position de la Gauche découlait donc d'exigences éminemment pratiques et réalistes. L'opposition du « front unique syndical » au « front unique politique » ne recouvrait — contrairement à ce qu'on lui reprocha — aucune indifférence de type « syndicaliste » pour les questions politiques : celles-ci (telle la défense effective du droit d'association et d'agitation) entraient tout naturellement dans la plate-forme du PC d'Italie pour le front unique, dans la mesure même où l'offensive bourgeoise contre les conditions de vie et de travail, mais aussi de lutte, des ouvriers les soulevait à côté des revendications économiques au sens étroit du terme. Il ne s'agissait pas davantage de « sectarisme », tant il est vrai qu'à l'inverse de tous les autres partis italiens, le parti communiste ne posait dans sa campagne aucune obligation, pour participer à la lutte commune de défense, d'accepter, même partiellement, ses principes et son programme politiques. Peur de se salir les mains ? La réalisation du front syndical impliquait au contraire des appels et même des négociations (commentés et expliqués aux larges masses) avec les pires chefs opportunistes des syndicats : là n'était pas la question. Les critères de ce parti vraiment de combat étaient si peu dictés par le « schématisme », que dans toute son action en vue du front unique il s'efforça de réaliser, par l'intermédiaire de son réseau syndical, et sans jamais masquer les divergences politiques, « une collaboration sur le terrain pratique avec les syndicalistes et les anarchistes, ainsi qu'avec quelques éléments socialistes de gauche, considérés comme des fractions des différents syndicats coalisés, pour battre sur le terrain de l'alliance syndicale les chefs socialistes de la Confédération du Travail et susciter contre eux la révolte des masses » (10). Ils étaient si peu dictés par des a priori abstraits qu'il put même accepter temporairement, en 1922, de tenter ce que lui demandait l'Internationale et participer à des rencontres de partis, en se démarquant toutefois des préalables politiques des autres et en posant à sa participation des conditions qui découlaient des seules exigences de la lutte immédiate et tendaient uniquement à préserver les prolétaires de nouvelles trahisons : il lui suffisait que ses délégués insistent sur la nécessité de « discuter de la grève générale, les communistes

n'étant pas disposés à collaborer à d'autres formes obliques d'influence sur le gouvernement, pour rendre l'entente impossible » (10).

L'expérience — celle de l'action du PC d'Italie pour le front unique syndical en 1921-1922, celle vice versa de la tentative de front unique politique lancée au début de 1922, sur l'initiative de l'Internationale Deux et demi, avec la Conférence des trois Internationales (qui se solda, pour l'IC, par plusieurs mois de tractations épuisantes, pour aboutir à un « accord » que les deux Internationales jaunes devaient s'empêcher de violer aussitôt), celle enfin des multiples manœuvres dans un sens conciliateur, voire légaliste-parlementaire, auxquelles les thèses de l'Internationale sur le front unique laissaient la porte ouverte — devait confirmer, et confirmera toujours plus après 1922, le bien-fondé des précisions et des mises en garde de la Gauche.

Au V^e Congrès de l'IC, abordant le bilan de trois années d'applications souvent trop laxistes du front unique dans les différents partis, la Gauche pouvait réaffirmer :

« La base du front unique ne doit jamais être un bloc de partis politiques. On peut établir cette base dans d'autres organisations, peu importe lesquelles, pourvu que leur structure permette de les conquérir, pourvu donc qu'elles soient susceptibles de devenir révolutionnaires. Lorsque nous proposons un front unique sur la base des syndicats, des conseils d'usine ou de n'importe quelle autre organisation ouvrière, même dirigée par des chefs opportunistes (ce qui peut nous obliger à négocier avec eux et nous ne nous en épouvantons nullement), lorsque nous disons cela, nous manifestons notre volonté d'entraîner dans la lutte des organisations qui sont susceptibles de devenir révolutionnaires et qui devront le devenir pour que le prolétariat triomphe. Lorsqu'au contraire nous invitons à une action commune un parti non communiste, nous nous adressons à une organisation qui n'est pas susceptible de lutter sur le terrain révolutionnaire et communiste, qui n'est pas susceptible de défendre les intérêts de la classe ouvrière et nous ne faisons que délivrer un certificat de capacité révolutionnaire à ce parti, contredisant ainsi tout notre travail théorique, toute notre œuvre de préparation politique de la classe ouvrière » (11).

Plus d'un demi-siècle plus tard, les limites posées par la Gauche dans l'application de la tactique du front unique sont pour notre parti un acquis historique sur lequel il n'y a plus à revenir.

les comités locaux de l'Alliance, plus combattifs et plus sensibles aux exigences de la lutte.

(5) Thèses « de Rome » sur la tactique du PCd'I, mars 1922, point 20 (Défense de la continuité..., cit., p. 48).

(6) Ceci était important pour pouvoir assurer l'efficacité de la tactique du front unique même dans une action qui, du fait de l'influence des opportunistes, aboutirait à une victoire incomplète ou à une défaite du prolétariat (Thèses sur la tactique de l'IC, présentées par le PC d'I au IV^e Congrès du Komintern, dans Défense de la continuité..., cit., p. 78).

(7) Thèses sur la tactique de l'IC, cit., p. 78.

(8) Cette transposition du front unique sur un plan touchant à la question du pouvoir d'Etat avait été expérimentée par le parti allemand et théorisée par Radek dès la fin de 1921, et les thèses de l'IC sur le front unique la signalaient comme un modèle à suivre. La Gauche, elle, distingua toujours soigneusement les deux problèmes : si la tactique du front unique, correctement appliquée, peut être profondément révolutionnaire, celle de l'appui à un gouvernement prétendant « ouvrier » non sorti d'une insurrection prolétarienne ne l'est jamais.

(9) Bulletin du IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 4^e séance, 11-11-1922, p. 14.

(10) Rapport du CC pour le II^e Congrès du PC d'Italie, mars 1922 (dans « Programme Communiste » n° 65, p. 46).

(11) Discours au V^e Congrès mondial, juillet 1924 (« Programme Communiste » n° 53-54, p. 64).

L'IMPÉRIALISME EN CHEF PARLE

(suite de la page 3)

à mettre fin en même temps à l'avenir à tout abus au détriment des droits des Américains » (ceux des autres, pas question, sinon, à quoi bon l'espionnage...). Mais le gendarme est encore plus clair : « Nous nous sommes servis de notre grande puissance et de nos grandes ressources pour aider les autres : c'est pourquoi les Etats-Unis sont en mesure de remplir un rôle positif dans la réalisation de la paix dans le monde ». Ils cherchent tout simplement à avoir plus, toujours plus de « pauvres » à protéger !

Conclusion :

« Nous sommes pour la liberté, parce que la liberté est juste. Nous sommes pour la paix, parce que la paix est juste. Nous sommes pour la force, notre force nationale, qui assure aussi bien la paix que la liberté pour nous et pour les autres, parce que ce type de force est juste et prévaut certainement. »

Face à de tels arguments, il n'y a plus qu'à dire : c'est vrai, qui a la force a raison !

Quand le prolétariat aura conscience de sa force il aura raison de vous !

But final du mouvement communiste et rapports entre Parti, État, syndicats et conseils d'usine au cours de la dictature prolétarienne (3)

Les deux premières parties de cette série ont paru dans les numéros 218 et 219 du *Proletaire*.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-ci en celle-là. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». C'est ainsi que dans la Critique du Programme de Gotha Marx réaffirme le principe fondamental du communisme.

Quels seront les rapports qui s'instaureront entre Parti, État, syndicats et conseils d'usine au cours de cette phase transitoire — mais nullement rapide —, dans l'œuvre politique et l'œuvre de transformation économique et sociale de la dictature ?

Dans le feu de la bataille politique pour jeter les bases marxistes du Parti Communiste contre la confusion du maximalisme et l'idéologie de l'Ordine Nuovo de Gramsci, lutte non pas nationale mais internationale contre les multiples variantes du centrisme d'une part et de l'immédiatisme dans ses versions syndicalistes, « conseillistes » et anarchisantes, d'autre part, les extraits suivants d'une série d'articles de 1920 de la Gauche Communiste (1) exposent patiemment contre ces déviations qui se sont historiquement révélées d'une vitalité opiniâtre et dissolvante, les positions fondamentales suivantes : la conquête du pouvoir politique ne fait qu'ouvrir une longue période de transformations économiques et sociales ; le dépérissement de l'État, et avec lui les tâches politiques de la révolution n'aura lieu qu'à un stade très avancé des — relativement — lentes transformations économiques qui entraîneront la disparition des classes ; et par conséquent les organisations ouvrières qui naissent de regroupements économiques, et donc

fonctions politiques par rapport aux fonctions économiques, mais dans un premier temps, et surtout lorsqu'il s'agit encore de lutter contre le pouvoir bourgeois, l'activité politique est au premier plan.

dans laquelle agit le parti politique communiste.

Nous reviendrons sur ce point pour montrer comment le fait de vouloir donner au problème de la représentation soviétiste une solution concrète, technique, trop poussée aboutit à mettre la charrie avant les bœufs, surtout là où la bourgeoisie est encore au pouvoir, et à retomber dans les vieilles erreurs du syndicalisme et du réformisme.

Citons pour l'instant les paroles sans équivoque de Zinoviev. **Le parti communiste réunit cette avant-garde du prolétariat qui lutte consciemment pour la réalisation pratique du programme communiste. Il s'efforce spécialement d'introduire son programme dans les organisations de l'État, les Soviets, et de les dominer complètement.**

En conclusion, la république soviétique russe est dirigée par les Soviets qui rassemblent dix millions de travailleurs sur quatre-vingt millions d'habitants environ. Mais en substance, les désignations pour les comités exécutifs des soviets locaux et centraux se font dans les sections et dans les congrès du grand parti communiste qui domine les Soviets. Cela correspond à la vibrante défense faite par Radek des fonctions révolutionnaires des minorités. Il est bon

d'intérêts particuliers (syndicats et conseils d'usine, par exemple), auront à jouer un rôle secondaire et subordonné, bien qu'important, par rapport aux organisations politiques différenciées qui incarnent l'intérêt révolutionnaire général : l'État et, surtout, le Parti, lequel « représente toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble », et dont le rôle décisif et dirigeant dans l'appareil étatique assure la marche en avant de la révolution, aussi bien sur le plan politique que sur celui des transformations économiques.

Ces textes démontrent que l'erreur des théoriciens ordinovistes venait de l'erreur syndicaliste, puisqu'ils faisaient des organisations constituées par le regroupement des ouvriers sur des bases économiques les organes dirigeants aussi bien de la lutte révolutionnaire que des transformations socialistes. Au contraire, ce n'est que lorsque ces transformations seront achevées que l'organisation économique de la société sera aux mains des représentations des producteurs en tant que tels, mais alors il n'y aura plus de classes.

Ces passages rappellent aussi le rôle secondaire des Conseils d'usine dans l'œuvre économique de la dictature, en l'illustrant par l'expérience de la Révolution d'Octobre. Nous verrons dans notre prochain numéro comment celle-ci a mis en œuvre les principes fondamentaux du marxisme que nous venons de rappeler ici.

(1) Pour la constitution des Conseils ouvriers en Italie (« Il Soviet » du 4-1 au 22-2-1920). Cet article a été republié dans notre *Storia della Sinistra Comunista*, 2^e volume, Milan, 1972.

nistratif, élu directement par les travailleurs (regroupés, dans la mesure du possible, par communauté de travail).

Pour fixer les idées, le Soviet de Moscou est élu par les prolétaires de Moscou à raison d'un délégué pour 1.000 ouvriers. Entre ceux-ci et les délégués, il n'y a aucun organe intermédiaire. D'autres désignations se greffent sur cette première : au congrès des Soviets, au comité exécutif, au Conseil des commissaires.

Le conseil d'usine prend place dans un mécanisme bien différent, celui du contrôle ouvrier sur la production. En conséquence, le conseil d'usine, constitué par un représentant pour chaque atelier, ne désigne pas le représentant de l'usine au Soviet politico-administratif : ce représentant est élu directement et indépendamment.

En Russie, les conseils d'usine sont le point de départ — toujours subordonné au réseau politique des Soviets — d'un autre système de représentation : celui du contrôle ouvrier et de l'économie populaire. [...]

Les Conseils d'usine sont des organisations destinées à représenter les intérêts de regroupements d'ouvriers dans la période de transformation révolutionnaire de la production, et ils ne représentent pas seulement l'aspiration de ce groupe à se libérer du capitaliste privé par la socialisation de l'entreprise, mais aussi la préoccupation de faire valoir les intérêts de ce groupe dans le processus même de la socialisation, qui lui est discipliné par la volonté organisée de travail ou aux ateliers d'une usine, mais au Soviet local administratif. [...]

Prééminence des fonctions politiques dans la révolution

Le véritable instrument de la lutte d'émancipation du prolétariat, et surtout de la conquête du pouvoir politique, est le parti stade très élevé de la révolution communiste de classe. [...]

Nous avons déjà dit qu'à notre avis on exagère beaucoup le problème de la coïncidence formelle entre les représentations de la classe ouvrière et les divers agrégats du système technico-économique de production. Cette coïncidence tendra à se réaliser à un stade très élevé de la révolution communiste, lorsque la production sera socialisée et que toutes les activités particulières qui la constituent seront harmonieusement subordonnées et inspirées par les intérêts généraux et collectifs. Avant ce stade, durant toute la phase de transition du capitalisme au communisme, les regroupements de producteurs traversent une période de transformation continue, et leurs intérêts peuvent se heurter aux intérêts généraux et collectifs du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Ce-

lui-ci trouvera donc son véritable instrument dans une représentation de classe prolétarienne à laquelle l'individu participe en tant que membre de cette classe intéressée par un changement radical des rapports sociaux, et non en vertu de son appartenance à une catégorie professionnelle, une entreprise ou tout autre regroupement social.

Tant que le pouvoir politique se trouve encore dans les mains de la classe capitaliste, une représentation des intérêts généraux révolutionnaires du prolétariat ne peut être obtenue que sur le terrain politique, dans un parti de classe recueillant l'adhésion personnelle de ceux qui ont dépassé, pour se consacrer à la cause de la révolution, la considération étroite de l'intérêt égoïste, de l'intérêt de catégorie, et parfois même de l'intérêt de classe en ce sens que le parti admet également en son sein les déserteurs de la classe bourgeoise qui adhèrent au programme communiste. [...]

Parti et soviets

Pour citer le camarade Zinoviev au dernier congrès communiste russe, **les Soviets sont les organisations d'État de la classe ouvrière et des paysans pauvres qui exercent la dictature du prolétariat pendant la phase où disparaissent graduellement toutes les vieilles formes de l'État.**

Le système de ces organisations d'État tend à représenter tous les producteurs en tant que membres de la classe travailleuse, et non comme membres d'une catégorie professionnelle ou d'une branche d'industrie déterminées : selon le dernier manifeste de la III^e Internationale, les Soviets sont un nouveau type d'organisation embrassant toutes les masses ouvrières indépendamment de leur métier et du niveau de leur culture politique. Les conseils de ville ou de district rural constituent le premier degré du réseau administratif des Soviets qui culmine dans le conseil des commissaires.

Il est vrai que dans la phase de transformation économique d'autres organes, comme le système de contrôle ouvrier et de l'économie populaire, surgissent aux côtés du système des Soviets, il est vrai également, comme nous l'avons dit souvent, que ces organes ten-

dront à absorber le système politique lorsque l'expropriation de la bourgeoisie sera achevée et que la nécessité du pouvoir d'État cessera de se faire sentir. Mais, comme cela apparaît dans tous les documents russes, dans la période révolutionnaire, le problème essentiel est de subordonner à l'intérêt général, dans l'espace et dans le temps, du mouvement révolutionnaire, les intérêts et les exigences locales et de catégories.

Lorsque la fusion des deux organismes sera réalisée, alors le réseau de la production sera complètement communiste et, du même coup, sera réglé le problème, auquel il nous semble qu'on attache une importance démesurée, d'une articulation parfaite de la représentation avec tous les mécanismes du système de production. Avant ce moment, alors que la bourgeoisie résiste encore et à plus forte raison lorsqu'elle est toujours au pouvoir, le problème est d'avoir une représentation dans laquelle prévale le critère de l'intérêt général ; lorsque l'économie reste celle de l'individualisme et de la concurrence, la seule forme dans laquelle cet intérêt collectif supérieur puisse se manifester, est une forme de représentation politique

La lutte contre la répression

(Suite page 4.)

nous n'ayons pas peur de dire que l'armée rouge aussi aura ses tribunaux militaires, même si la comparaison est superficielle parce que purement formelle. Mais c'est seulement l'insurrection qui, en brisant la hiérarchie militaire bourgeoise et le règlement militaire qui lui permet de faire marcher dans le même sens — c'est-à-dire dans le sens de la conservation sociale — les membres des classes aux intérêts diamétralement opposés, pourra briser aussi la clef de voûte de cette institution, les tribunaux militaires et les tribunaux d'exception. Toute revendication de « suppression de tribunaux d'exception » par les démocrates et les réformistes est un mensonge pur et simple. Toute l'histoire montre que cette agitation est de leur part purement démagogique, car ils trouvent toujours un prétexte pour légitimer la tendance profonde de l'État impérialiste et totalitaire qui, loin de soumettre l'armée aux règlements civils et au droit commun, tend à soumettre toute la vie civile aux règlements d'exception et au règlement mili-

taire : il suffit de rappeler comment les partis de gauche ont non seulement admis mais même participé à l'élaboration et au renforcement des législations d'exception sous prétexte de danger fasciste au moment du Front populaire et pendant la guerre d'Algérie pour comprendre qu'au mieux leur revendication — à laquelle il y a 90 % de chances pour qu'ils ne donnent jamais suite — n'aurait pour effet que de couvrir d'un voile démocratique des instruments encore plus répressifs.

Faire croire que l'abolition des législations d'exception est possible en l'absence d'un fort mouvement révolutionnaire présente le grave danger de ne pas préciser la nature des forces qui peuvent la réaliser et donc de cacher à l'avant-garde prolétarienne ses responsabilités dans la lutte de classe, tout en laissant la masse des prolétaires dans l'illusion que la démocratie et l'opportunisme peuvent améliorer son sort.

Nous disons donc que si l'on veut répondre à la répression dans l'armée, il faut en appeler à l'organisation des soldats, une organisation qui puisse, en tissant

développement d'ensemble du processus communiste.

Les Conseils d'usine ne sont pas non plus les gérants principaux de la production dans le mécanisme de l'économie communiste. Dans les organisations qui ont cette fonction (Conseils de l'économie populaire) les Conseils d'usine ont une représentation moins importante que celle des syndicats et moins importante encore que celle du pouvoir d'État prolétarien qui, grâce à son appareil politique centralisé, est le premier instrument et le premier facteur de la révolution considérée non seulement en tant que lutte contre la résistance politique de la bourgeoisie, mais aussi en tant que processus de socialisation de la richesse.

(à suivre)

des liens entre ces derniers, permettre de desserrer l'étau étouffant de la hiérarchie et du règlement militaires et en appeler à l'appui du mouvement ouvrier de manière à ce que toute sanction ou toute répression puisse entraîner une riposte ouvrière. Ces deux « revendications » doivent être liées à une vigoureuse propagande antimilitariste démontrant la raison d'être véritable du despotisme hiérarchique dans l'armée et liant sa destruction à la révolution prolétarienne.

Mais il est clair que cette propagande ne peut être mise sur le même plan que les deux tâches précédentes et elle ne peut être remplie de la même manière sans poser le problème de savoir quelles sont les tâches respectives des différents organismes de lutte (l'organisation ouverte de la classe et l'organisation fermée du parti). Comment combiner l'exigence de tisser des liens entre le mouvement ouvrier et les soldats et celle d'une propagande antimilitariste, qui font toutes deux partie intégrante de la lutte prolétarienne ? Ce sera l'objet du prochain article.

Universités

(suite de la page 5)

dre contre l'offensive bourgeoise qui connaîtra forcément de nouveaux épisodes doivent resserrer leurs rangs en déjouant les menaces du réformisme, et ceux de la phrase centriste, en tenant compte de deux nécessités de leur lutte immédiate qui ne sont pas contradictoires, mais complémentaires : celle d'appeler à l'unité non pas « tous les étudiants » et enseignants mais tous ceux qui veulent se battre avec l'ensemble des salariés, et de lier leur lutte à celle des autres travailleurs (notamment, sur les mêmes lieux, le personnel administratif, d'entretien, etc.) ; celle de se donner les moyens de leurs luttes sans se laisser arrêter par le chantage à la division du mouvement manié par tous les partisans de la paix sociale.

presse internationale programme communiste

N° 69-70

- 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
- La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
- LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE (2), LE VI^e EXECUTIF ELARGI DE L'I.C.
- Introduction.
- Intervention d'A. Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926).
- En marge du X^e Plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie.

*

EL PROGRAMA COMUNISTA

N° 20 - Mayo de 1976

- 1926-1976 : del socialismo en un solo país a la democracia en todos.
- El curso del Imperialismo mundial (2).
- Lucha revolucionaria, partido y militancia comunista.
- La función histórica de la democracia en España.

*

BULLETIN NR. 10

- Entweder Diktatur der Bourgeoisie oder Diktatur des Proletariats.
- Die soziale Bewegung in China (1).
- Die Repressionsmassnahmen der deutschen Bourgeoisie.
- Mitbestimmung und Investitionslenkung : die Rettungsmannschaft des Kapitalismus an der Arbeit.
- Die Polenverträge : Kapitel der deutschen Expansions nach Osten.
- Das libanesisches Pulverfass.
- Interventionen der Partei.
- Rezension : die Partiarbeit ueber Russland.

*

il programma comunista

N° 9 (14 mai 1976)

- Antivigilia elettorale : l'arte di indurre al suicidio la lotta di classe
- Dalla strategia della tensione alla strategia della pacificazione.
- La « vittoria » dei metalmeccanici è pari della sconfitta dei chimici
- Le assemblee per il contratto alla FIAT
- La regola assoluta Amendola - Turati : « l'antifascismo » che disarmò il proletariato
- L'economia russa dopo il XXV Congresso : saziare la fame di acciaio, coltivare la fame proletaria
- Verità e menzogna nella costituzione cubana
- Note su Spagna, Inghilterra, Brasile, Iran

*

Communist Program

L'enjeu des élections en Italie

(suite de la page 1)

mère-patrie et méritent que les jeunes du PC montent la garde pour les protéger] et à concentrer tous leurs moyens et leurs capacités d'initiative dans les secteurs productifs » pour arriver à la « reconversion », à la « restructuration », à l'élimination du « parasitisme » et retrouver ce bien suprême, la « compétitivité » des marchandises produites sur le sol national. D'autre part, « il faut un sérieux effort de tous dans le travail ». Ce qui signifie, pour les ouvriers, « élever la productivité du travail », en trimant davantage, « réduire le phénomène de l'absentéisme », en flemmardant moins, s'opposer à de « dangereux tassements de la hiérarchie des salaires » et exiger du « mouvement syndical qu'il contribue à l'adoption de mesures d'urgence », en acceptant dans les deux cas d'avaler sa salive et de se serrer la ceinture. Cela signifie, pour les étudiants, « un effort rigoureux dans les études », le dos courbé sur les textes sacrés des « valeurs » italiennes et chrétiennes. Cela signifie « pour tous, et à commencer par les partis eux-mêmes, qu'on arrive à « une pleine valorisation du Parlement » (le pauvre, il n'était pas encore assez valorisé !), à la « moralisation de la vie publique » et — merveille des merveilles — à la mise sur pied d'un « Exécutif plus efficace », autrement dit d'un Etat rendu encore plus fort par « l'efficacité accrue des Forces Armées, dans l'intérêt de la nation et en vue de garantir les institutions de la République », dans un but évident de défense de la société, ou si l'on préfère, de moralisation sociale, et par là « restructuration des forces de l'ordre », « dument entraînées, culturellement préparées, et éduquées dans un esprit démocratique », et flanquées d'une administration judiciaire elle aussi, évidemment rajeunie.

Certes, tout ceci n'est pas encore le socialisme. Le socialisme c'est pour plus tard. Mais quelle radieuse image de société régénérée que celle qui se dégage dès maintenant de cette « perspective tactique » ! C'est la nouvelle société qui a grandi depuis 1945 et qui n'a besoin que de continuer à se développer. C'est la « nouvelle Italie » qui, à condition qu'on le veuille, « peut naître de la crise actuelle », une Italie qui est porteuse d'une « nouvelle morale » opposée « à l'égoïsme, aux privilèges, à la ségrégation des faibles, à la déchéance psychique et physique des individus, aux abus et [on y arrive] au dogmatisme ». Et quels sont les garants de cette nouvelle morale ? Les intellectuels, les catholiques progressistes et les vedettes de cinéma figurant sur les listes avec la faucille, le marteau et le drapeau tricolore. Cette Italie est porteuse en outre, d'une nouvelle place de la patrie dans le monde occidental, sans remises en cause mesquines de sa place par rapport à l'OTAN et aux Etats-Unis, et elle comporte pour la classe ouvrière la possibilité d'« exercer un nouveau rôle dirigeant », nouveau et dirigeant, attention, « dans la mesure où elle remplit la tâche de défendre et de développer tous les acquis et toutes les valeurs positives qui se sont affirmées au cours des siècles pendant le long, le difficile développement historique de l'Europe », dans la mesure, en d'autres termes, où

elle aura renoncé à être une force d'attaque contre la société capitaliste pour assumer joyeusement « sa » mission : « conserver et renforcer le passé et le présent bourgeois. Berlinguer et consorts y veilleront « en développant ultérieurement les rapports du PC avec toutes les forces démocratiques et de gauche — communistes, socialistes, travaillistes, social-démocrates et d'inspiration chrétienne » (Schmidt et Callaghan, Mitterrand et Soares, Carrillo et Sa Carneiro, plus un certain nombre de sacristains), afin de sauver ainsi l'Italie et l'Europe de tout déloge subversif possible. Vive donc l'euro-communisme !

*

Laissons de côté la question de savoir si ce qui n'est rien d'autre qu'un plan de gestion capitaliste est plus ou moins réalisable dans tous ses détails. Les programmes électoraux servent à pêcher des voix : réalisables ou non, ils remplissent toujours une fonction. Le problème est ailleurs, et il porte non pas sur des points de détail, mais sur l'orientation générale de ce plan, dans ses liens avec le passé et dans ses coups de sonde dans l'avenir, une orientation vue sous l'angle — le seul qui nous intéresse — des intérêts ouvriers.

Que dit donc ce plan aux prolétaires ? Avant tout, qu'un programme qui considère la crise comme la conséquence de « distorsions », de « parasitismes », de « décadence morale », de « faiblesses politiques », et qui propose comme remède une bonne administration, une juste répartition des sacrifices, l'utilisation correcte des « facteurs de production », dans un style rhétorique et moraliste d'une part, technocratique et « efficient » d'autre part, ne se distingue en rien d'un programme sorti du cerveau fertile d'un républicain type La Malfa ou d'un P.-D.G type Agnelli. Mais eux font leur métier alors que le rôle de Berlinguer, que les La Malfa, Agnelli et consorts ne pourront jamais jouer, c'est d'appeler la classe ouvrière à se rassembler sous ce drapeau antimarxiste et antiproletarien.

Deuxièmement, ce programme dit que, quel que soit le résultat des élections, toutes les forces liées à la démocratie se batront pour la voie qui devrait permettre de sortir de la crise : c'est-à-dire demander des efforts redoublés aux travailleurs, imposer de nouveaux sacrifices, exiger une productivité toujours plus élevée, lier toujours plus les syndicats au sauvetage du « système » et, en échange, offrir aux travailleurs des sermons sur la beauté de la morale individuelle et collective, l'efficacité des institutions démocratiques, de la collaboration entre les classes, des valeurs à défendre et à transmettre aux nouvelles générations, de l'ordre public et de la solidarité nationale.

Il dit, en troisième lieu, que pour appuyer les sermons il y aura en tout cas un « Exécutif fort, et même plus fort » parce que faire des sermons, c'est bien, mais il n'y a pas — et qui pourrait le savoir mieux que les partisans du « compromis historique » — de « bras spirituel » sans « bras séculier », et qui dit bras séculier dit « détachements spéciaux

d'hommes armés », de prisons, etc., — comme disait Engels à propos de l'Etat —, destinés à ceux qui troubleraient la divine harmonie d'un gouvernement d'urgence, surtout si c'est un gouvernement « ouvrier », pour parler comme les stratèges rêvant chaque nuit qu'il va sortir des urnes. Qu'il aille au gouvernement ou qu'il reste dans l'opposition, le PC sera toujours le chien de garde contre les perturbateurs de la paix sociale. Il a pour lui l'expérience de deux grands maîtres : la social-démocratie et le stalinisme. Il saura sans aucun doute mériter à nouveau les lauriers de sauveur de la patrie qu'il s'est déjà acquis — et il n'a pas tort de le rappeler à ceux qui l'auraient oublié — en 1944-1947.

Le programme dit aussi que si la démocratie chrétienne devait sortir perdante, en tant que gouvernante à vie, des joutes électorales, il y a un parti, le PC, qui est prêt soit à la remplacer, avec cet avantage qu'il est plus efficace, soit à l'aider à renaitre pour qu'elle gouverne encore. Sa vocation d'infirmière est telle que, comme cela a été dit au cours de la conférence de presse du 20 mai, s'il devait arriver — par malheur pour la collectivité nationale — que la DC se prononce contre un « gouvernement de large coalition nationale dans le cadre des forces constitutionnelles », le PC continuerait, certes, à assumer ses responsabilités gouvernementales mais continuerait aussi « à agir pour dépasser les limites de la coalition afin d'y faire participer la démocratie-chrétienne ». On en revient toujours au même point : la DC, voilà après qui soupire le PC.

Il dit enfin, ce programme, que le « parti nouveau » a désormais parcouru toute sa trajectoire révisionniste : c'est un parti conservateur à cent pour cent. Napolitano dit que « la priorité des priorités » ce sont les investissements : vous comprenez maintenant, prolétaires, quels sont ceux qui sauront le mieux vous faire trimer ?

Ici, le PCF n'a pas la même franchise que le PCI. Même si sa manière de conduire les luttes revient à faire accepter dans la pratique l'austérité à la classe ouvrière et même s'il lui explique que tout dépend de la bonne marche de l'économie nationale, il jure ses grands dieux qu'il n'ira jamais au gouvernement pour demander des sacrifices aux prolétaires. Pour cela il laisse aujourd'hui parler Mitterrand. Il est vrai que la situation économique n'est pas aussi grave que de l'autre côté des Alpes et que la situation politique est différente. Mais il ne faut pas oublier que notre bon pays est celui des brusques changements de cap, et le PCF a lui aussi dans ce domaine une bonne tradition. Dès qu'il le faudra, soyons-en sûrs, il écrira « austérité » sur son drapeau.

Dans tous les pays, l'alternative est : solidarité nationale ou guerre de classe ; trêve perpétuelle ou lutte sans merci contre le capital ; déclaration de vie éternelle à ce dernier et à ses institutions ou sentence de mort contre eux. Dans le deuxième plateau de la balance, il y a le sort du socialisme futur mais aussi le pain et le travail pour le prolétariat aujourd'hui ; dans le premier, il y a la conservation du capital.

CFDT

(suite de la page 2)

syndicats tricolores de subordonner ce qui est « souhaitable » pour les ouvriers à ce qui est « possible » pour la bourgeoisie.

Quant à la « phase de transition au socialisme » elle repose sur la « remise en cause de la fonction répressive de l'Etat » et de la « décentralisation des pouvoirs » ! Comme si l'Etat bourgeois pouvait être autre chose que le comité de défense armé des intérêts du Capital que la révolution prolétarienne devra détruire de fond en comble. Enfin, après avoir affirmé que la « transition ne se programme pas à l'avance » (prudence opportuniste oblige !), la direction Maire explique que le « socialisme autogestionnaire » se caractérise par un « nouveau type de développement économique » qui devra « donner la priorité aux fonctions collectives » et « assurer le contrôle public des investissements ». Vieille rengaine qui en réalité subordonne l'émancipation de la classe ouvrière au bon fonctionnement de l'économie nationale et... bourgeoise s'entend.

On comprend donc quel est le contenu réel de la conception défendue par la direction majoritaire de la CFDT concernant la « neutralité syndicale », l'« autonomie engagée », la « spécificité des fonctions », « l'autogestion socialiste » : intégration des luttes ouvrières dans une stratégie électoraliste et démobilisatrice, collaboration de classe, bref, ASSERVISSEMENT DES MASSES PROLETARIENNES A L'EXPLOITATION CAPITALISTE.

Il incombe aux révolutionnaires de dénoncer systématiquement ces méthodes et ces perspectives opportunistes qui trahissent les intérêts de la classe ouvrière et qui font de la CFDT une COURROIE DE TRANSMISSION au service du capitalisme.

permanences du parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 30 mai, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L. — Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050-Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : stand à la faculté des Lettres les mercredis 2 et 16 juin de 14 h à 17 h.

● A Amiens : le dimanche 13 juin de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

● A Lille : les dimanches 6 et 20 juin de 10 h à 12 h, rue Adolphe, p.h.

● A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le samedi 5 juin de 18 h à 19 h.

● A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klappersiel 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montcholsy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926